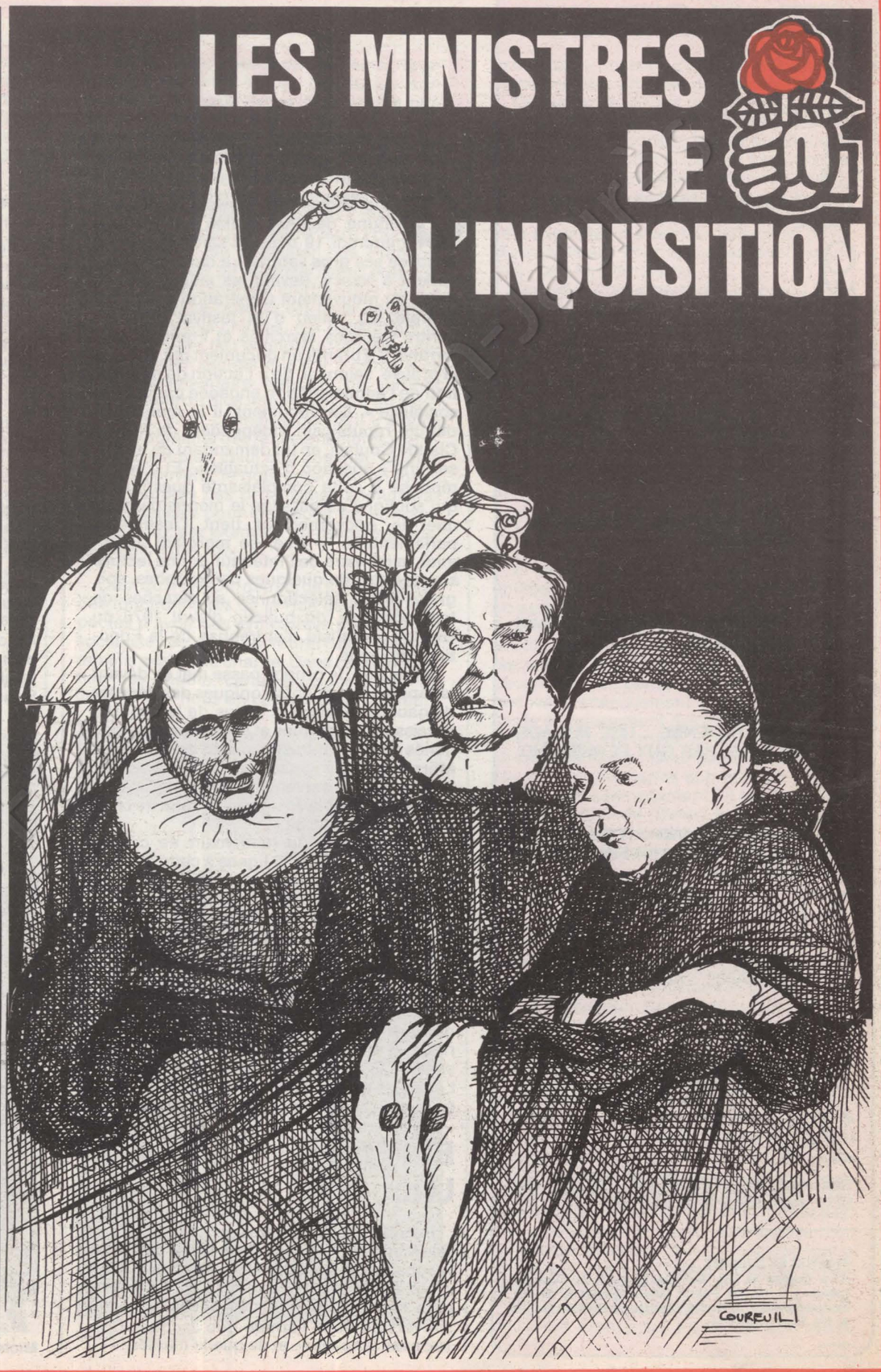
L'unité

N° 207 — 4 F L'hebdomadaire du Parti socialiste 28 mai 1976

ECONOMIE ITALIENNE

Une malade malgré elle

Roger Siffer: "Les Alsaciens sont-ils les derniers Indiens d'Europe?"



Sommaire

4
LIBAN : INDECENT, SAUGRENU, PAR CLAUDE FUZIER

6
CADRES : « AVA » CONTRE LE CREDIT LYONNAIS, PAR CHRISTINE COTTIN

7
DIPAPACÉQUOI, PAR PIEM

8
CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE

9
CORBEIL : LE « FUHRER » DU LYCEE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS

10
CORSE : LE JACOBINISME EN ACCUSATION, PAR CHARLES BLANCHARD

11
DOM-TOM : ATTENTION, DYNAMITE ! PAR ALAIN VIVIEN

12
ITALIE : SVOLTA A SINISTRA ?, PAR EMMANUELE PLAS

14
ECONOMIE ITALIENNE : UNE MALADE MALGRE ELLE, PAR GUY PERRIMOND

16
CLERMONT-FERRAND : DES IDEES, MAIS PAS DE SOUS, PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

19
LES ENTRETIENS DE « L'UNITE ». CETTE SEMAINE : ROGER SIFFER.

21
LOUISIANE : LA DERNIERE BATAILLE DU FRANÇAIS, PAR LOUIS ERWAN

24
SOCIALISME EUROPEEN : NORD OU SUD, PAR FELIPE GONZALEZ

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 10, 24), Barrigue (page 5, 7), Coureuil (pages 1, 9, 10, 15), Pascal Lebrun (pages 8, 19, 20), Norma (pages 2, 3, 12, 13), Sipa (page 15) Solo (pages 4, 11), Viva (page 21)

LES MINISTRES DE L'INQUISITION

Quand Michel Poniatowski monte à la tribune de l'Assemblée nationale le mercredi 19 mai, on sait déjà qu'il a chaussé ses gros sabots. Le dimanche précédent à Nancy, devant les jeunes giscardiens du mouvement Génération sociale et libérale, au milieu d'un festival d'injures contre Georges Marchais et François Mitterrand, il a brandi un document qui apporte la preuve, selon lui, de « l'action de politisation de l'administration engagée par le Parti socialiste ». Ce document, il le montre au député républicain indépendant de Nancy, Claude Coulais, en lui demandant de lui poser une « question d'actualité ». Et c'est en réponse à cette complaisante question — qui souligne au passage le mépris dans lequel le gouvernement tient l'institution parlementaire — que, ce mercredi après-midi, le ministre de l'Intérieur donne lecture aux députés de quelques paragraphes, soigneusement sélectionnés et détachés de leur contexte, du bulletin d'avril 1976 du Groupe socialiste d'entreprise de la Fonction publique.

A vrai dire, le propos passe mal et, devant les applaudissements ironiques des députés de gauche, beaucoup d'élus de la majorité paraissent sceptiques et même quelque peu gênés quand le ministre, martelant ses mots, affirme qu'il est « inadmissible que certains fonctionnaires servent leurs vues partisanes au lieu de servir la Justice et l'intérêt de ceux qu'ils ont en charge ».

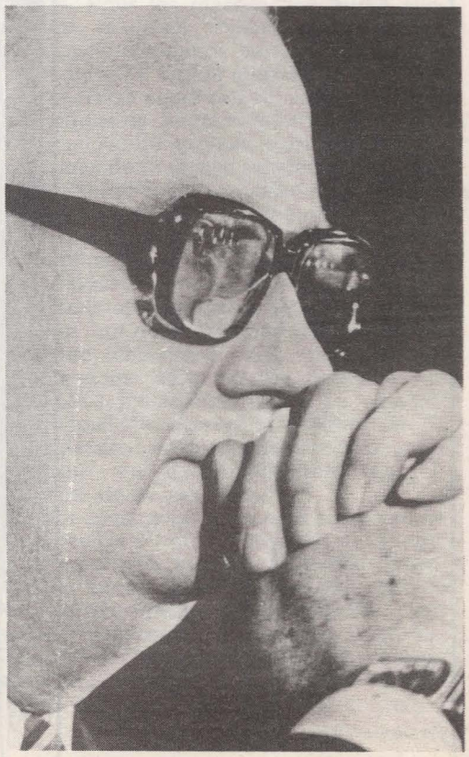
« Le Monde » du lendemain ne consacrera guère plus de 30 lignes à cette attaque grossière. Mais celle-ci — c'était bien l'objectif de Poniatowski en intervenant au Palais-Bourbon — est immédiatement répercutée sur les antennes de la télévision et des radios, France-Inter remportant une fois de plus la palme de la servilité au Pouvoir en diffusant quatre fois de suite, « en voix », mercredi soir et jeudi matin, la mise en cause du Parti socialiste par le ministre de l'Intérieur. Et en y ajoutant pour faire bonne mesure, sans un mot de réserve, celle de Jean Lecanuet accusant le P.s. de s'en prendre à la Justice après s'en être pris à l'Armée.

Et l'Etat-U.d.r. ?

Puisque nos ministres et quelques-uns des journalistes qui leur servent de caisse de résonance ont la mémoire courte, qu'aucun d'eux n'ose dire, par exemple, qu'il ne reste plus rien aujourd'hui des accusations de subversion dans l'armée que Jacques Chirac avait lancées — et de quelle manière — il y a six mois contre le Parti socialiste, il faut donc leur rappeler quelques vérités.

Poniatowski est certainement le dernier à pouvoir parler de la politisation de l'administration par le Parti socialiste. D'abord parce qu'il sait fort bien, pour l'avoir dénoncée en son temps, que cette politisation a été, depuis 1958, le fait de l'U.d.r. C'est bien lui qui accusait naguère « les copains et les coquins » et ne dédaignait pas de reprendre à son compte le fameux slogan « l'Etat U.d.r. », cher aux « réformateurs ».

Ensuite, parce qu'il est particulièrement bien placé pour savoir que les choses se sont plutôt aggravées depuis mai 1974, et depuis que lui-même, de la place Beauvau, a la haute main sur de nombreuses administrations. En deux ans, plusieurs dizaines de préfets et de sous-préfets, par exemple, ont été déplacés, mis à la retraite ou sur des voies de garage parce qu'ils étaient jugés trop « tièdes ». Pendant la même période et sans même parler de ceux qui ont été appelés dans des cabinets ministériels, combien de hauts fonctionnaires ont-ils été mis directement au service des partis de la majorité ? Sous couvert de « détachement » dans un de ces innombrables organismes semi-



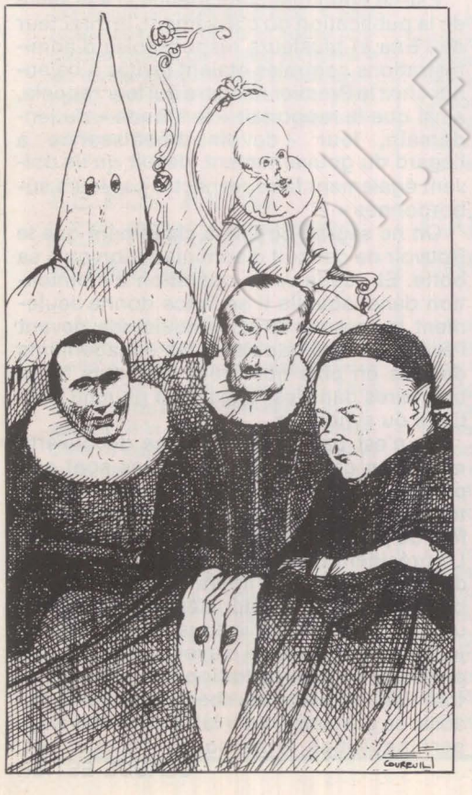
Michel Poniatowski.

officiels créés dans les régions et les départements, Comités d'aménagement, Comités d'expansion économique, etc., les listes sont longues — et nous les publierons s'il le faut ! — de ceux qui sont devenus purement et simplement des agents électoraux des députés de la majorité.

Quel secret ?

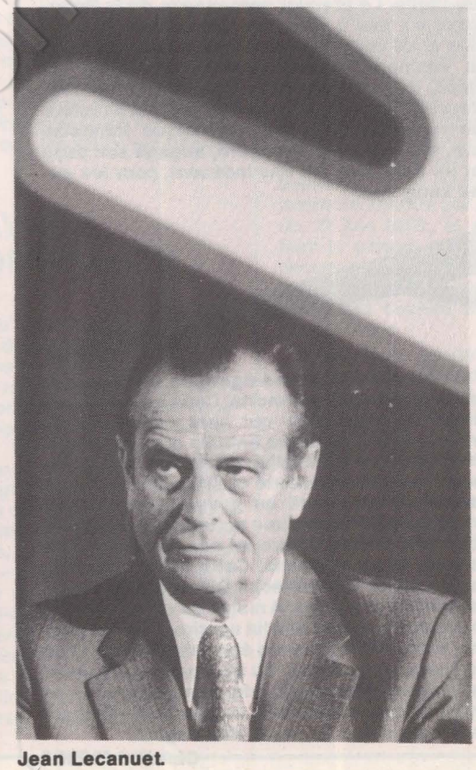
Ces listes, ce sont d'ailleurs quelquefois les gens de la majorité qui les publient eux-mêmes. Ainsi, par exemple, comme le relèvent les conseillers socialistes de Paris, le numéro d'avril 1976 du périodique « Paris-Demain », inspiré par le secrétaire général des R.i. Jacques Dominati, publie-t-il, sous le titre « Vingt arrondissements, autant d'équipes mobilisables à tout moment », une liste comportant les noms de trois maires d'arrondissements et d'une douzaine de maires-adjoints, engagés aux côtés des élus de la majorité, alors qu'il s'agit de fonctionnaires nommés par le ministre de l'Intérieur et dépendant directement de son autorité !

Et nous n'évoquons là que l'utilisation, de fonctionnaires. Il faudrait y ajouter celle de l'argent de l'Etat, du matériel de l'Etat, par les partis de la majorité (par exemple, les avions officiels pour le moindre déplacement de tel secrétaire général ou de tel président de groupe parlementaire), etc.



Ce n'est qu'un aspect du problème. Revenons maintenant à cette « chasse aux sorcières » dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises dans ce journal et qui n'est pas le fruit de notre imagination. Elle se poursuit depuis des mois dans l'administration des Finances et s'est encore accentuée au cours des dernières semaines, notamment après le débat télévisé du 2 mars dernier, au cours duquel Jean-Pierre Fourcade eut l'occasion de constater que François Mitterrand avait pu disposer, pour préparer l'émission, des mêmes chiffres que lui. La question qui se pose là est celle de savoir pourquoi de tels chiffres, qui constituent le tableau de bord de l'économie française, devraient rester secrets et s'il y a crime à ce qu'un parlementaire français, de surcroît responsable du plus important parti du pays, puisse en avoir connaissance. S'il y a abus dans ce domaine des renseignements statistiques c'est bien celui que commet, de plus en plus souvent, le gouvernement en intervenant auprès des organismes administratifs spécialisés pour manipuler les données qui servent, par exemple, au calcul mensuel de l'indice des prix.

Quoi qu'il en soit, depuis ce fameux débat, des fonctionnaires de la Rue de Rivoli, suspectés d'avoir des sympathies pour le Parti socialiste, se sont vu retirer des dossiers dont ils avaient la charge. Dans l'administration des Impôts, certains inspecteurs « de gauche » — nous en connaissons plusieurs exemples — ont été « doublés » par d'autres fonctionnaires chargés de les surveiller.



Jean Lecanuet.

Ce que nous disons là correspond à des faits précis. Mais ce ne sont pas des cas isolés. Dans l'abondant dossier que Georges Séguy a remis le 5 mai dernier à la Commission spéciale parlementaire sur les libertés figure une note d'information, qui est à la disposition des députés, et qui comporte divers exemples d'atteintes collectives ou individuelles aux libertés ou aux droits syndicaux des fonctionnaires.

Quand le gouvernement s'en prend à des fonctionnaires coupables à ses yeux de sympathies de gauche, il s'agit bien de « chasse aux sorcières ». La meilleure preuve en est qu'aucun des fonctionnaires visés n'est l'objet d'une sanction, ce qui serait normal s'il s'agissait de « fautes professionnelles », comme le suggèrent Poniatowski et Lecanuet. Quand ce dernier veut se débarrasser du substitut Ceccaldi, il lui propose une « promotion » en le nommant procureur à Hazebrouck. Ce sont les fameuses sanctions-promotions dénoncées par le Syndicat de la magistrature, qui en a déjà dressé une liste imposante.

Et cette « chasse aux sorcières » n'est pas limitée à tel ou tel ministère. De plus en plus, on assiste à la mise en place d'un système de liaison interministériel pour tenter de la rendre plus efficace. L'une de ces liaisons directes existe entre le directeur du cabinet de Lecanuet et un conseiller technique de Poniatowski spécialement chargé d'enquêter sur le comportement des magistrats, y compris sur leur vie privée et leurs ressources. Des enquêtes du même genre sont menées sur les fonctionnaires appartenant à la Direction de l'aménagement du territoire et de l'action régionale (Datar) et même sur les fonctionnaires détachés auprès des commissions de l'Assemblée nationale.

Les « copains » de l'Ena

C'est sans doute aussi dans le cadre de cette liaison interministérielle que le ministre de l'Education René Haby a fourni le dossier de carrière de Mme Ceccaldi à Lecanuet qui n'a pas hésité à se servir publiquement de ce document confidentiel, au mépris du simple droit des gens et, en tout cas, du fameux « devoir de réserve » cher à Poniatowski. On est donc en droit de se demander sérieusement à qui ou à quoi pense celui-ci quand il ose déclarer : « L'impartialité des fonctionnaires est actuellement menacée par les agissements d'une petite minorité politiquement engagée et qui fait passer la politique avant la loi et le service d'un parti avant celui de l'Etat ». C'est vraiment le voleur qui crie « au voleur » pour tenter de détourner l'attention.

Mais puisque Poniatowski s'est imprudemment avancé sur un terrain peu solide

→

INDECENT, SAUGRENU...

L'humour yankee ayant poussé un journaliste à demander à Valéry Giscard d'Estaing s'il était candidat aux présidentielles américaines, notre Président répondit que non. Sur un point, cette réponse cachait la vérité. Valéry Giscard d'Estaing n'est pas candidat, certes, mais les mœurs des candidats américains lui conviennent.

Sinon, comment expliquer les déclarations livrées en confidence à quelques journalistes choisis ? Des confidences que le Président, lorsqu'il est en France, n'accorde à personne, pas même aux citoyens au coin du feu. Les services élyséens ont eu beau expliquer ensuite que le Président n'avait rien dit de très neuf sur la politique française à l'égard du Liban, qui pouvait les croire ? Citizen Giscard, s'il ne mâchonne pas de gros cigares, avait lancé l'opération surprise. Effacés le vol du Concorde, les relations franco-américaines, le bal des petits lits blancs, La Fayette et l'amiral d'Estaing. Nous nous étions tous trompés : Valéry Giscard d'Estaing n'était pas allé aux Etats-Unis rendre visite à la mémoire de George Washington et aux maladresses de Gerald Ford, il s'y était rendu pour donner son opinion sur la Constitution française et sur sa solution à la tuerie libanaise. Notre Président prouve ainsi qu'il a beaucoup plus d'idées à 5 000 kilomètres de son pays et à la fréquentation d'Henry Kissinger.

Ce qui ne signifie pas qu'il s'agit de bonnes idées. Admettons, pour faire plaisir aux auteurs des laborieuses explications de texte de l'Elysée, que plusieurs fois déjà le Pouvoir français ait proposé sa médiation dans le conflit libanais et que Maurice Couve de Murville et Georges Gorse aient été chargés de le dire. Quel rapport alors entre ces missions et ce qu'Alexandre Sanguinetti a appelé une « opération de gendarmerie » ? Qui pouvait, en effet, comprendre autrement, au Liban comme dans le reste du monde, l'offre d'envoi de troupes françaises ? La France, qui est membre du Conseil de sécurité, aurait pu à la rigueur poser le problème devant l'Onu et offrir la transformation de notre armée nationale en casques-bleus. De Washington à New York, la distance n'est pas bien grande et, faute de pouvoir atterrir avec Concorde, notre Président aurait pu emprunter l'avion personnel de son hôte. Mais quelle signification peut-on donner à une déclaration qui a entraîné des réactions franchement hostiles dans toute la région où elle prétendait apporter l'apaisement ? Quelle mouche a piqué le chef de l'Etat ?

Les uns ont parlé d'improvisation, les autres d'impréparation. Comme il ne s'est trouvé personne — à part peut-être Jean Lecanuet, que la béatitude ministérielle transforme parfois en kamikaze — pour reprendre carrément à son compte la proposition présidentielle et qu'on cherche à lui apporter autant d'excuses que de confirmations, il faut bien penser que l'initiative de notre Président ne constitue pas la démonstration d'un sens élevé de la responsabilité présidentielle. Le premier personnage de la République n'a pas à subir des camouflets de cette taille et de cette nature. Même si dans les jours qui viennent, la combinaison de l'usure du temps, des astuces de la publicité et des langueurs de la politesse atténue l'échec, il restera que le président de la République française aura, sur une terre étrangère, engagé son pays par un acte pour les uns indécent, pour les autres saugrenu.



C'est que le Liban ne saigne pas seulement de ses blessés et de ses morts. Ceux qui se battent là-bas et tous ceux qui sont concernés au Proche-Orient par cette bataille ont une mentalité d'écorché, qui explique pour une part la violence des affrontements et l'incertitude des alliances. Il aura suffi au gouvernement « progressiste » de Damas une tentative de médiation pour qu'il dresse contre lui ses meilleurs amis libanais et palestiniens. Cette seule constatation aurait pu faire réfléchir Giscard d'Estaing et l'inciter à la prudence. A moins qu'entraîné par la conviction que tout doit lui sourire, il ait cru pouvoir, au nom de la France éternelle, réussir là où les autres ont échoué. Ou bien parce qu'il rêvait de trouver l'occasion de son discours de Phnom-Penh. Seulement, ce genre de discours se fait sur place et non à Washington.

CLAUDE FUZIER

→

pour lui, nous ne le lâcherons pas de sitôt, car le dossier est lourd.

En voici une autre pièce, la dernière pour aujourd'hui, mais non des moindres car elle montre que le Pouvoir ne se contente pas de surveiller les fonctionnaires actuels, mais pense déjà à ceux de demain. Il s'agit de la dernière promotion de l'Ecole nationale d'administration, dont le classement a été publié il y a quelques jours. La reprise en main de l'Ena depuis la rentrée dernière par un homme tout dévoué au Pouvoir, Pierre-Louis Blanc, a porté ses fruits. Est-ce, en effet, par un simple hasard que dans les vingt premiers de la promotion « administration générale » on ne compte, à une ou deux exceptions près, que des sympathisants des partis de la majorité, tels, par exemple, le jeune frère du ministre Olivier Stirn, le cousin du secrétaire général adjoint de l'U.d.r., Antoine Ruffenacht, l'ancien président de la F.e.p., branche parisienne de l'ancienne Fédération des étudiants de droite, ou encore deux des trois auteurs d'un récent livre à la gloire des thèses du général Bigeard : « Armée-nation, rendez-vous manqué » ?

Est-ce encore un hasard, si dans la même promotion, c'est seulement à partir du 60e rang, ce qui leur interdit tout choix pour un grand corps de l'Etat ou même pour l'administration préfectorale, que l'on trouve, groupés, les étudiants connus comme militants ou sympathisants du P.s., dont plusieurs peuvent faire état pourtant d'un passé universitaire brillant ?

Est-ce enfin une coïncidence si à la veille de la publication du classement, le directeur de l'Ena et plusieurs responsables d'administrations centrales étaient invités à déjeuner chez le Premier ministre qui leur rappela, ainsi que le rapportait « le Monde » du lendemain, leur « devoir d'obéissance à l'égard du gouvernement, devoir qu'ils doivent également faire respecter par leurs subordonnés » ?

On ne saurait dire plus clairement que le Pouvoir ne conçoit d'administration qu'à sa botte. Et que la vaste opération d'intimidation dans laquelle il se lance donne seulement la mesure de son inquiétude devant l'évolution que traduisent les engagements de plus en plus nombreux de hauts fonctionnaires dans les rangs de la gauche politique ou syndicale.

Ce n'est pas pour nous une découverte mais n'en déplaise à ceux qui se sont empressés de faire chorus avec eux, Poniatowski et Lecanuet viennent de perdre une fois de plus de belles occasions de se taire. Le président de la République, si soucieux de son image de « libéral avancé », ferait bien quant à lui de rappeler ses ministres à un peu plus de réserve sous peine d'être un jour accusé lui-même d'avoir porté un grave préjudice à l'administration française et à sa tradition de véritable libéralisme qui a fait aussi sa grandeur, en y laissant se développer l'inquisition, le mensonge et la calomnie.

CLAUDE ESTIER

changer la vie politique

INJUSTICE ELECTORALE

Trop souvent déjà victimes d'une discrimination sociale, les handicapés ressortissant de l'aide sociale le sont aussi dans le domaine civique : le code électoral leur interdit d'être candidats aux élections. Ce qui n'est justifiable que pour une minorité d'infirmes ou paralysés. Pourquoi — comme vient de le suggérer au gouvernement le député socialiste Maurice Andrieu — ne pas abroger cette réglementation injuste et contraire à la Déclaration des droits de l'Homme de l'Onu ?

LE PASTEUR EN CONSEIL D'ETAT

Le prétexte était mince — la distribution d'un bulletin paroissial contenant un communiqué en faveur du candidat socialiste — mais il a suffi aux juges du tribunal administratif de Strasbourg... au nom du concordat (statut spécial de l'Eglise en Alsace) : voilà comment ce tribunal a annulé l'élection, aux dernières cantonales, du seul conseiller général du P.s. dans le Bas-Rhin, le « pasteur suffragant » Marc Brunschweiler. Celui-ci, toutefois, reste en place, car il a évidemment fait appel en Conseil d'Etat. Il sera intéressant de voir si la haute juridiction estime qu'il faut, en matière de droits civiques des ecclésiastiques, continuer à faire une différence entre l'Alsace et les autres départements français.

LE P.S. AVEC LES PRISONNIERS IRANIENS

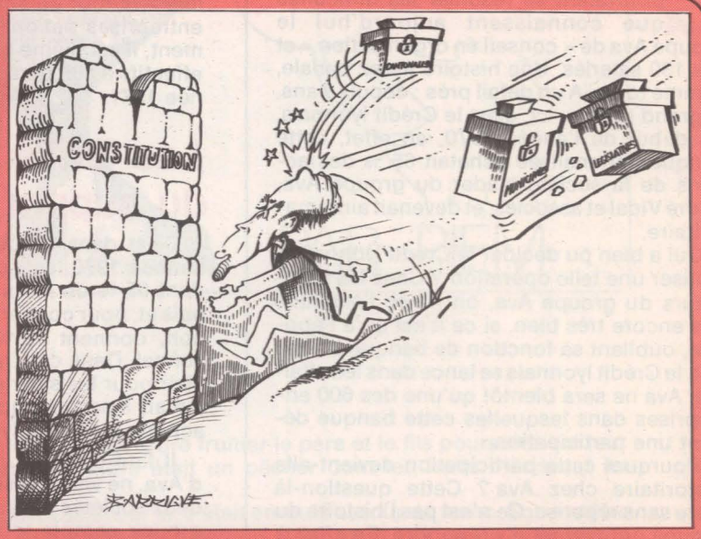
Au moment où le Premier ministre iranien accomplit une visite officielle à Paris, le caractère policier du régime iranien se renforce. Plus de 30 morts la semaine dernière. Attaques de la police contre les domiciles d'oppositionnels, répression violente contre des manifestations universitaires à Téhéran... Et deux femmes, Sodighe Rezai et Fatemeh Amini, ont été récemment victimes des tortures de la Savak. Des jeunes et des étudiants iraniens en France ont rappelé ces crimes lors d'une réunion tenue à Paris en souvenir de l'assassinat du militant Khasrow Rouzebeh. Le Parti socialiste a apporté un message à l'occasion de cette journée de solidarité avec les prisonniers politiques iraniens.

LES OBSEDES

Valéry Giscard d'Estaing en a donc dit un peu plus à Washington qu'il n'en avait dit il y a un mois à Paris sur ce qu'il ferait en cas de victoire de la gauche aux élections de 1978. Mais il n'a fait que relancer un débat inépuisable qui montre d'une part que cette hypothèse l'obsède au point qu'il entretient lui-même cette campagne électorale permanente dont il affirmait ne pas vouloir, d'autre part que la Constitution de 1958, révisée 1962, n'apporte aucune solution précise à un problème dont son principal auteur, Charles de Gaulle, ne concevait même pas qu'il puisse un jour se poser.

Comme l'a souligné dimanche François Mitterrand, les derniers propos du président de la République « sont raisonnables s'il a voulu dire que la loi de la démocratie, c'est d'abord le respect de la volonté populaire ». Mais est-ce bien l'interprétation qu'il faut leur donner ? Celle qu'en propose Jean Lecanuet ne constitue pas autre chose qu'un refus pur et simple de l'alternance démocratique. On peut craindre que ce soit bien la pensée de Giscard d'Estaing. Sinon pourquoi aurait-il évoqué le droit pour l'Assemblée nouvellement élue de voter une motion de censure, ce qui ne se produirait évidemment que si lui-même avait choisi un Premier ministre hors de la nouvelle majorité ? Ce ne sont là en fin de compte que des manœuvres dérisoires qui ne grandissent pas l'hôte actuel de l'Elysée mais qui permettent aussi à l'opinion de voir où sont les vrais défenseurs de la démocratie : la gauche tout entière, bien que battue de peu, s'est inclinée sans problème devant le verdict populaire de mai 1974. La droite est-elle prête à en faire autant si le même suffrage universel porte en 1978 la gauche au pouvoir ? C'est la seule question et aucune argutie pseudo-constitutionnelle ne peut dispenser, le moment venu, d'y répondre.

C.E.



Mais le régime iranien n'est pas policier qu'à l'intérieur. Ses interventions militaires dans le golfe Persique (et particulièrement à Oman) le posent en gendarme de la région. L'Iran d'aujourd'hui ne menace pas que les seuls démocrates iraniens.

CADAVRES ENCOMBRANTS

Alors qu'une nouvelle vague de terreur se développe au Chili, l'Uruguay connaît un sort aussi tragique. Le régime militaire présidé par Juan Maria Bordaberry conduit une chasse impitoyable contre les démocrates, les syndicalistes, tous ceux qui, ayant appartenu ou non au Front élargi, dénoncent la dictature. C'est sans doute dans le cadre de la lutte contre le rassemblement de ces forces, qui se mettait lentement en place — bénéficiant de la sympathie de certains militaires mais aussi, au-delà, des libéraux du Congrès américain — qu'il faut situer l'enlèvement et le meurtre — on a retrouvé leurs cadavres vendredi en Argentine, dans la banlieue de Buenos-Aires — des deux plus importantes personnalités parlementaires uruguayennes réfugiées en Argentine : Hector Gutierrez Ruiz, ancien président de l'Assemblée législative, et Zelmar Michelini, ex-sénateur et dirigeant du Front élargi. En s'attaquant de manière aussi brutale à des représentants éminents de la démocratie parlementaire abattue par le coup d'Etat du 27 juin 1973, la dictature veut faire la preuve qu'elle ne reculera devant rien pour se maintenir en place malgré sa totale impopularité et malgré l'échec de sa politique économique.

L'émotion soulevée dans le monde entier par ce double meurtre est considérable. Les sénateurs démocrates américains, à qui Zelmar Michelini était très lié, vont peut-être augmenter leur pression pour supprimer toute aide militaire au gouvernement de Montevideo : il ne s'agit plus de coups portés à des personnalités de gauche ou d'extrême gauche, mais à deux hommes issus des deux grands partis qui, traditionnellement, ont conduit la politique de l'Uruguay : le « Blanco » et le « Colorado ».

La responsabilité du gouvernement militaire argentin est directement engagée. Déjà évidente au temps de Peron et d'Isabelita, la collaboration des polices argentine et uruguayenne est devenue une règle. Dans de nombreux cas la disparition des victimes signifie leur assassinat : cela a été le cas pour des familles entières, enfants en bas âge compris. Le général Videla, qui a livré Edgardo Enriquez (le dirigeant du Mir) et des dizaines de réfugiés chiliens aux bourreaux de la junte appartient bien au groupe de dictateurs qui fait « régner l'ordre » dans tout le cône sud du sous-continent américain.

AMABILITES U.D.R.

Les déclarations d'amour continuent à fleurir entre gens de la « majorité ». Le bulletin de l'U.d.r., « la Lettre de la Nation », s'en fait une spécialité. Commentaire à propos d'une initiative du député « réformateur » Georges Mesmin : « C'est ennuyeux de constater l'analphabétisme politique ». Commentaire à propos d'une initiative de Jean-Pierre Fourcade, des Clubs Perspectives et Réalités, sur les plus values : « Ce n'est pas sérieux. Et il est grave de ne pas être sérieux. »

"AVA" CONTRE LE CREDIT LYONNAIS

Gaspillage et incurie patronales, ainsi pourraient se résumer les difficultés que connaissent aujourd'hui le groupe Ava de « conseil en organisation » et ses 130 salariés. Une histoire assez banale, somme toute. A un détail près : depuis 6 ans, le grand patron, ici, c'est le Crédit lyonnais. Au début de l'année 1970, en effet, cette banque nationalisée achetait 65 % des actions de la société leader du groupe Ava, André Vidal et associés, et devenait ainsi majoritaire.

Qui a bien pu décider le Crédit lyonnais à réaliser une telle opération ? Chez les ingénieurs du groupe Ava, on ne se l'explique pas encore très bien, si ce n'est qu'à l'époque, oubliant sa fonction de banque de dépôt, le Crédit lyonnais se lance dans les affaires. Ava ne sera bientôt qu'une des 600 entreprises dans lesquelles cette banque détient une participation.

Pourquoi cette participation devient-elle majoritaire chez Ava ? Cette question-là reste sans réponse. Ce n'est pas l'histoire du groupe qui permet d'y répondre. En effet, à cette époque, Ava avait déjà connu de graves difficultés et révélé la fragilité de son assise économique. Né du rapprochement des deux plus anciennes sociétés de conseil françaises, l'Organisation Paul Planus, fondée en 1925, et André Vidal et associés, fondée en 1942, Ava avait connu dans les années soixante une grave crise de succession au départ de Paul Planus, ce qui l'avait considérablement affaibli. Certains directeurs à cette époque quittèrent l'entreprise, entraînant collaborateurs et clients.

En 1966, la situation économique de l'Organisation Paul Planus était devenue critique. André Vidal décidait alors, en mars 1967, de la prendre en gérance libre. Mais la crise ne fut pas pour autant jugulée. Incapables de « digérer » le coût de l'opération et la nouvelle taille de l'entreprise, les nouveaux « partenaires » propriétaires d'Ava procédèrent à plus de 40 licenciements à la fin de 1967 et au début de 1968. Cela sans protestation collective du personnel, composé d'une majorité de cadres (une centaine de mathématiciens, économistes, ingénieurs, informaticiens sur 130 salariés). Mai 1968 ne verra pas l'ombre d'une petite grève dans cette entreprise. Il faut attendre la fin de l'année 1970 pour voir apparaître une section C.f.d.t. et avril 1974 pour que se crée une section C.g.t.

Bénéficiant de la prospérité économique environnante, l'année 1969 est une bonne année pour Ava. Le carnet de commandes est confortable. De nombreuses entreprises font appel au groupe pour accroître leur performance et leur rentabilité. Ici, les ingénieurs Ava sont appelés pour mettre en place un système de gestion des stocks. Là, ils doivent organiser et gérer la production, là encore, installer des moyens informatiques de gestion du personnel, ou bien instaurer de nouvelles méthodes d'organisation du travail. Les plus grandes entreprises industrielles et commerciales font partie de la clientèle Ava tout comme certains ministères et entreprises nationalisées. Pendant un moment, il est même question d'augmenter les effectifs à 165 personnes pour la fin de l'année 1971.

Les limites du supportable

C'est dans ce contexte qu'au début de l'année 1970 les « partenaires » d'Ava vendent 65 % de leurs actions au Crédit lyonnais et, pour couper court à toute revendication, donnent 10 % d'entre elles au personnel. Dans ces tractations, tout n'est pas clair pour les salariés. Ainsi, ils n'arriveront jamais à savoir à quel prix sont vendues les actions au Crédit lyonnais.

Il faut dire que rien, dans les structures d'Ava, ne vise à la simplicité. Ainsi, outre les deux sociétés André Vidal et Paul Planus, le groupe compte toujours une troisième société, Progrès international, qui faisait de la recherche programmée. En 1973, cette société a été vidée de sa substance, mais le label demeure. Pourquoi ? Là encore, pas de réponse. A cela il faut ajouter plusieurs filiales en province, à l'étranger, et une série d'accords avec d'autres cabinets européens qui, sans faire partie du groupe, font appel à Ava pour certaines interventions. Cette organisation extrêmement floue, cette diversité des lieux géographiques rendent extrêmement difficile toute information précise sur Ava.

De l'avis général du personnel, cette complexité des structures ne recouvre aucune nécessité due à une spécialisation des activités. Alors ? « Nous savons bien, explique un économiste, qu'il existe tout un réseau inextricable de facturation d'une société à l'autre. Mais il est pratiquement impossible de remonter les filières pour trouver les justifications de ces pratiques, ni à qui elles profitent ».

Quand il est devenu acquéreur, le Crédit lyonnais n'a pas semblé rebuté par ce type d'opérations. Mieux : c'est à l'époque de l'arrivée de cette banque que la nature du travail s'est sensiblement modifiée. « Avant, explique un psychologue, nous nous limitions à des interventions de gestion et d'organisation très classiques. Peu à peu, on nous a demandé, à partir d'orientations économiques, de définir la stratégie sociale d'une entreprise. En gros, on nous demande de mettre au point des systèmes qui permettent d'obtenir dun salarié le maximum de travail en le payant au minimum et, comble du raffinement, en lui inculquant le contentement de son sort ».

Eviter l'apparition des conflits, tous ces ingénieurs s'en rendent compte,devient l'une de leurs fonctions. Déterminer les limites du supportable et de l'insupportable, et combien de temps peut durer une situation donnée, tels sont les principaux paramètres que le patronat veut cerner avec précision. Pour faire durer la paix sociale, tout est bon, de la réorganisation du travail aux réajustements salariaux, avec toujours l'idée de commissions paritaires pour obtenir la participation des syndicats.

« Tout cela, nous ne l'avons découvert que petit à petit, explique un syndiqué C.f.d.t. d'Ava. Nous, employés, quand on arrive dans une entreprise, on nous demande d'effectuer un travail. Puis on se rend très bien compte que nos résultats ne sont pas utilisés. Donc nous servons à autre chose, car une entreprise ne paie pas volontiers 4 ou 5 millions d'anciens francs par mois à Ava pour un ingénieur sans contrepartie. »

Quelquefois, la lumière se fait. Ainsi, un jour, un groupe d'ingénieurs d'Ava a réalisé que, sous couvert d'enrichissement des tâches, on essayait de leur faire instaurer dans une entreprise un système d'autosurveillance des ouvriers au sein de petits groupes de travail. « Quand la boîte a su qu'ils avaient compris, raconte une déléguée, elle les a virés. Preuve que les ingénieurs d'Ava n'avaient pas dû se tromper beaucoup. »

Pas perdu pour tout le monde

Dire que c'est le Crédit lyonnais qui a encouragé ce type de méthode, non. Cependant, depuis avril 1971, un comité d'entreprise et des délégués du personnel réclament à cor et à cri un droit de regard sur la finalité du travail. En vain...

A partir de 1972, l'incapacité du directoire apparaît au grand jour. D'un état de stagnation, l'état économique du groupe Ava se dégrade franchement.

Malgré cette situation, accentuée encore par la crise économique, le Crédit lyonnais, à la fin de l'année dernière, rachetait les 25 % des actions détenues par les derniers actionnaires qui restent, pour la plupart, à des postes de responsabilité chez Ava. Juste après, forte de sa majorité à 90 %, le Crédit lyonnais présente un plan de redressement. Parmi d'autres mesures, il est demandé aux salariés de faire un geste pour sauver l'entreprise en acceptant volontairement une diminution de salaire ! A partir de ce moment, les actions du personnel en direction du banquier et du directoire sont permanentes.

Pour avoir imposé le chômage partiel sans en avoir averti le comité d'entreprise, la direction, assignée en référé,est condamné le 2 mars.

Pour le Crédit lyonnais, indiscutablement l'affaire devient mauvaise. Et, surtout, dan-

gereuse pour son image de marque. La récapitulation des syndicats à cet égard n'est pas flatteuse. « Jamais cette banque n'a cherché à valoriser son capital chez Ava », affirme un syndicaliste. Pourtant, les services du Crédit lyonnais n'ont pas été perdus pour tout le monde, loin de là. « D'abord, les anciens actionnaires ont vendu leurs actions au bon moment, pour un montant sans doute élevé, explique un délégué Ava. Et tout cela en restant salariés du groupe de façon très rémunératrice. » Enfin, et c'est une constatation qui s'impose, le Crédit lyonnais, en tant que leader du pool des banques d'Ava, s'est mis à percevoir des agios de plus en plus importants sur des découverts en augmentation constante.

La volte-face

Conscient du mauvais pas dans lequel il s'est fourré avec ce groupe, subitement le Crédit lyonnais fait volte-face : 6 ans après, il se rappelle que sa fonction n'est pas d'être une banque d'affaires, mais bien une banque de dépôt. Et, au début de mai, le personnel apprend que deux particuliers, « des messieurs très bien, très compétents et pleins de relations », ont pris le contrôle de 51 % du capital avec un apport de un million de francs.

Mais les 130 salariés savent bien qu'il faudra compter avec un trou de 8 millions de francs à la fin de l'exercice. « Ce qui veut dire que remonter la boîte en trois ans à effectifs constants est impossible », affirme un mathématicien d'Ava. Pour le banquier, en revanche, cette solution a plusieurs mérites : le débarraser d'une entreprise qui lui a déjà coûté cher et lui éviter de procéder à des licenciements avec des indemnités très élevées à cause de la grande ancienneté du personnel.

Quant aux deux acheteurs, ils semblent aussi y trouver leur compte. L'un d'eux a déjà fait savoir son intention de faire racheter son propre cabinet de gestion par Ava. « Spécialiste du travail en équipe réduit, rappelle une psychologue, il recourt systématiquement à des contractuels pour effectuer les commandes quand elles se présentent. Il est sûr que nous allons devoir nous battre pour conserver notre statut de salariés ».

Lundi dernier, le mouvement de grève qui s'est développé dans tout le groupe Ava à l'appel de la C.f.d.t. et de la C.g.t. a déjà constitué un avertissement.

La lutte des cadres d'Ava ? De toute évidence, le Crédit lyonnais n'y croit pas. Et pourtant, lundi dernier, indiscutablement, un seuil de mécontentement semblait franchi. Les grévistes, à nouveau éconduits par la direction, ont décidé d'occuper les locaux. Pour la première fois dans l'histoire du groupe...

CHRISTINE COTTIN



Assis au pied d'un bel arbre fruitier le père et le fils poursuivaient leur conversation. L'arbre était un pêcher dont les fruits mûrissent au soleil.

Un serpent, qui passait par là, s'était enroulé autour du tronc. Son ancêtre avait eu jadis quelque activité au paradis terrestre et à cause de cette lourde hérédité ce serpent ne pouvait voir un arbre fruitier sans y faire une pose.

« Dis papa c'est quoi un P.c. ? Le bambin zozotait pour les besoins du récit.

— On ne dit pas un P.c. mais un pêcher.

— C'est quoi un pêcher ?

— Un arbre qui donne des pêches.

— C'est quoi des paisses ? ». Il prononçait P.s.

« C'est le fruit du P.c. » siffla le serpent qui, en plus allongé, ressemblait à Ponia.

« Dis papa c'est comestible le fruit du P.c. ?

— Il y a des pêchers véniels et des P.c. mortels. »

Le serpent d'un coup de queue habile détache un fruit de l'arbre ; la pêche tombe au pied de l'enfant.

« Si je mange ce fruit, je fais un P.c. ?

— Bien sûr que oui, siffle le serpent perfide.

— Je ne pense pas », dit le père.

Dans l'immensité de son éternité Dieu pousse un soupir. A Rome un homme âgé signe une condamnation, la pêche était mûre, l'enfant mordit dedans jusqu'au noyau.

« Papa il y a un os !

— C'est l'excommunication »,persifle le ponia à sornettes en déroulant ses anneaux.

L'archange saint Michel qui a l'habitude depuis Domremy de parler dans les arbres se mêle à la conversation : « Un fruit sans noyau est un fruit stérile » dit-il.

« Dis papa, une excommunication c'est stérile ?

— C'est injuste. »

Sainte Geneviève vient s'asseoir à côté de saint Michel, elle avait sauvé Paris et à ce titre pouvait bien donner son point de vue. « Bof ! » dit-elle. On vit bientôt se poser sur l'arbre Marguerite Marie Alacoque, Thérèse de l'enfant Jésus, Monsieur Vincent de Paul. Tout ce joli monde exprima son avis sur l'excommunication : « Bof ! » dirent-ils.

« Dis papa est-ce que le Centre des démocrates sociaux de Lecanuet est excommunié ? »

Le serpent éclate de rire. Effrayés par le bruit nos saints s'envolent.

« Mais non, mon enfant, comment veux-tu ? Dieu ne sait même pas qu'il existe un C.d.s.»Il est vrai que Dieu qui sait tout ignorait ce détail: il l'ignore encore.

« Dis papa, si je plante le noyau de l'excommunication il poussera un arbre ?

— Ce sera un pêcher, rempli de belles P.s.... si Dieu le veut. »

Tout en haut de son Eternité Dieu dit quelque chose. Cela semblait favorable car Il en fut le premier surpris.

changer la vie sociale et économique

LES « BONS POINTS » DE LA S.N.C.F.

Le 26 mars dernier, des milliers de cheminots C.g.t. et C.f.d.t avaient fait grève pour manifester leur mécontentement devant le refus de la direction de répondre à leurs revendications les plus criantes (notamment : pas de salaire inférieur à 2 000 F). Ils ont tous reçu individuellement une « demande d'explication écrite », la direction estimant que le délai de préavis « n'avait pas été respecté », puis une notification de blâme avec inscription à leur dossier et retenue de 10 F sur leur prime de fin d'année.

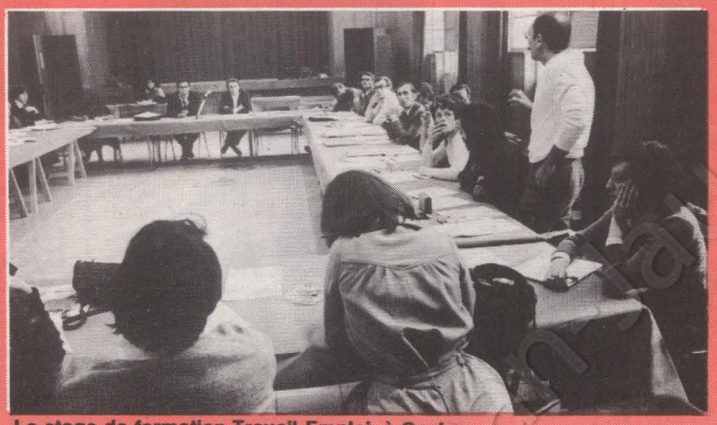
N'est-il pas, tout à la fois, grotesque de demander à un gréviste « pourquoi il n'a pas assuré son service » et scandaleux de sanctionner, sous un fallacieux prétexte — la S.n.c.f. a estimé que le préavis donné par les syndicats ne valait pas pour « cette » grève ! — des salariés qui usent du droit de grève inscrit dans la Constitution ? Malheureusement, une telle attitude de la part de la direction n'est nullement anecdotique et doit, au contraire, être dénoncée avec véhémence car elle est révélatrice d'un état d'esprit solidement ancré à la S.n.c.f.

Comment, en effet, sont traités les employés ? On leur distribue des « bons points » s'ils ont été « sages » (« l'écu d'or de l'amabilité », « l'écu d'argent des bonnes relations dans le travail »), des gratifications diverses, des enveloppes données en cachette à quelques-uns, notamment en fin d'année... Corrélativement, principalement dans les services actifs, on leur adresse, pour un oui ou pour un non, des « blâmes » pouvant entraîner une retenue sur prime, s'ils ont commis une erreur ou simplement ne se sont pas montrés dociles avec leur chef direct, par exemple.

Il y a des années que les « bons points » et punitions désuètes ont été, à juste titre, relégués au musée des accessoires par l'école. Il serait donc plus que temps de réaliser, pour des personnes légalement considérées comme des adultes, ce qui a déjà été fait pour des enfants...

STAGES P.S. SUR L'EMPLOI

Samedi et dimanche dernier, la délégation Travail-Emploi du P.s. organisait un stage de formation à la mairie de Cachan, ville dont Jacques Carat est le sénateur-maire socialiste.



Le stage de formation Travail-Emploi, à Cachan.

Une cinquantaine de militants et de responsables, représentants 19 fédérations départementales, ont suivi les travaux animés notamment par Jacques Attali, Jean-Paul Bachy, délégué national à l'Emploi, Georges Daria, expert à l'O.c.d.e., et plusieurs militants de l'A.n.p.e., des Assedic, etc.

Le succès de ce stage est la preuve de l'intérêt porté, aux différents échelons du Parti socialiste, à la question de l'emploi. C'est pourquoi la délégation nationale envisage d'organiser, dès le début de l'automne, une série de journées décentralisées sur l'emploi, ayant pour but à la fois d'approfondir la formation des militants, et d'appuyer les interventions du Parti concernant l'emploi, au plan régional.

« LA DEPECHE » LICENCIE

« La Dépêche du Midi », journal d'Evelyne Baylet, a décidé de fermer son bureau parisien, le plus ancien de la presse régionale, puisqu'il fonctionnait avant 1900, au temps du radicalisme triomphant. Arguant des nécessités de l'austérité et de « la restructuration », Evelyne Baylet licencie par la même occasion 8 salariés, dont 3 journalistes. Le comité d'entreprise a refusé ces licenciements demandés « pour motif économique », estimant qu'une entreprise qui emploie plus de 1 200 personnes ne redresserait pas ses finances, à supposer qu'elles soient compromises, en mettant à la porte 8 personnes. Curieusement, l'inspecteur du Travail a accepté les licenciements, y compris celui d'un journaliste délégué du personnel, sans se préoccuper de connaître à fond la situation économique de l'entreprise, comme les dispositions de 1975 lui en font obligation.

Les journalistes de « la Dépêche du Midi », pour leur part, pensent qu'il est paradoxal de mettre quelques salariés au chômage sous prétexte d'économies quand le journal se prépare à une coûteuse reconversion technique, avec édification d'un immeuble moderne sur la zone du Mirail qui va demander un investissement de 80 à 100 millions de francs.

Joseph Barsalou, rédacteur en chef et éditorialiste de « la Dépêche », a exprimé son désaccord avec les décisions d'Evelyne Baylet.

LES VISITEURS DU SOIR

Des inconnus se sont, l'autre vendredi, introduits nuitamment au siège de l'Union départementale des syndicats C.f.d.t. de Bordeaux. Tout le local a été « visité ». Les serrures des tiroirs, des portes d'armoire et de plusieurs coffrets ont été forcées. Une petite somme d'argent a disparu. Mais le vol n'a certainement pas été le mobile de cette intrusion car un transistor, des chèques et du matériel de valeur n'ont pas été touchés. En revanche, des dossiers et des fichiers ont été sérieusement examinés et des bandes magnétiques enregistrées ont été dérobées. Cette « visite » ressemble donc plus à une recherche de renseignements qu'à un simple cambriolage.

LE P.S. AVEC CEUX DE B.S.N.

A Vayres, près de Bordeaux, le personnel de l'importante verrerie du groupe B.s.n.-Gervais-Danone est en grève générale dpuis le 21 avril, à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. Les deux organisations syndicales sont entrées en conflit avec la direction locale de l'entreprise sur trois points : augmentation du salaire horaire de 0,50 F pour l'ensemble du personnel, révision des classifications et accroissement des effectifs.

Devant le refus de négocier de la part de la direction et malgré la longueur du conflit, qui aura atteint un mois ce vendredi, 95 % des travailleurs de l'entreprise poursuivent leur mouvement avec détermination.

Au cours d'une rencontre avec les délégués syndicaux et d'un dialogue avec les grévistes, les représentants du P.s. ont renouvelé leur soutien aux renvendications. En signe de solidarité, les organisations syndicales des autres usines du groupe B.s.n.-Gervais-Danone ont effectué des arrêts de travail limités dans le temps, mais renouvelés.

L'APOLITISME SAUCE C.G.C.

La C.g.c. : elle est apolitique. C'est ce qu'affirme envers et contre tous son président, Yvon Charpentié. Il vient de redonner à ce sujet quelques précisions qui laissent rêveur : « Il n'appartient pas à une organisation comme la nôtre de cautionner tel ou tel parti ou tel ou tel candidat et, de plus, afin qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur ce point, nous veillerons à éviter qu'il y ait des cumuls de mandats syndicaux et politiques. Si certains de nos militants peuvent poursuivre leurs activités syndicales, sans trop de risques, tout en étant membres de conseils municipaux de petites communes, cela paraît impossible dès lors qu'il s'agit de grandes communes ou d'élections législatives et, en particulier, lorsque ces candidatures sont présentées sous le couvert d'un parti politique. »

Mais, précise Charpentié, « notre indépendance à l'égard des partis politiques n'exclut nullement que nous ayons des contacts avec les partis, tous les partis ». Contacts assez sélectifs : « Nous avons déjà rencontré des responsables de l'U.d.r., des radicaux de gauche et du Centre démocrate »...

Quant aux rencontres fréquentes avec Jacques Chirac, elles ne sont pas politiques : « Pour nous, ces contacts sont d'une autre nature que ceux que nous avons avec les partis. Quand nous rencontrons M. Chirac à Matignon, nous rencontrons le Premier ministre, et non le coordonateur de la majorité. Nous nous posons en interlocuteurs et non en partenaires et nous n'avons pas le choix car, dans ce pays, et pour nous, il n'existe qu'un seul pouvoir exécutif légitime. C'est lui qui décide, c'est à lui que nous nous adressons ».

Corbeil

LE "FÜHRER" DU LYCEE



Sans le savoir, les automobilistes qui, le 20 novembre passé, empruntaient vers midi la nationale 7 à la hauteur de l'entrée nord de Corbeil-Essonnes étaient les témoins d'un événement plutôt insolite : du lycée de Corbeil — un amas de sinistres bâtisses grises — des flots de jeunes de 10 à 20 ans s'échappaient jusque sur la route. Là-devant, on voyait des policiers, assistés d'un petit bonhomme en civil qui s'agitait beaucoup : le proviseur, de Miceli. Un sinistre était-il survenu ? Non point. Une bonne moitié du corps enseignant, tout simplement, était en grève.

Encore n'était-ce pas n'importe quelle grève. Il s'agissait d'une action « 26e élève » organisée par l'intersyndicale (Snes, Sgen, S.n.e.t.p.) du lycée. Pour sensibiliser l'opinion au problème de la surcharge des effectifs, les enseignants envoyaient en « permanence », à chaque heure, un nombre d'élèves correspondant à la différence entre l'effectif réel de la classe et l'effectif souhaitable de 25. Bien entendu, les élèves choisis n'étaient pas toujours les mêmes et leur présence en permanence était effectivement contrôlée, pour des raisons de sécurité et d'assurance. Bien sûr, comme le lycée d'Etat de Corbeil est plus que saturé — construit pour 1 800 élèves, il en abrite 2 850, et bientôt 3 000 — cette action n'allait pas sans problèmes. Elle ne fut pas trop bien perçue par les parents. Mais il n'y avait évidemment pas de quoi jeter à la rue près de 3 000 jeunes en plein hiver. Ce que le proviseur, pleinement couvert par ses supérieurs, n'hésita pourtant pas à faire ! Mal lui en prit, d'ailleurs : le lendemain, une imposante manifestation se déroulait dans Corbeil, le lycée était bientôt rouvert sans condition et l'action « 26e élève » reprise quelques jours après.

Ce proviseur est un curieux monsieur. Il bénéficie d'une exceptionnelle mobilité, puisqu'en quatre ans il a connu trois établissements. Dès son arrivée, il semble s'être donné pour objectif de placer son « bahut » sous le signe de l'éteignoir et de l'autoritarisme. Le contrôle tâtillon des textes polycopiés, la multiplication des embûches administratives pour l'organisation des voyages et sorties, la suppression (contre le vœu du conseil d'administration) du « 10 % » pédagogique ne sont que de pénibles vétilles. A examiner le reste de l'action du personnage, on ne peut que conclure avec tel responsable syndical : « Cet homme est dangereux ».

Beau-frère de Chirac

Passe encore quand, tout récemment, lors d'un conseil de classe de « terminale » expédié en 30 minutes, alors que vient le cas d'un élève ayant eu en cours d'année quelques difficultés psychologiques, le proviseur déclare à la stupéfaction générale que « le conseil de classe n'est pas une association philanthropique », que les problèmes personnels de l'élève ne le concernent pas et que « les parents n'ont qu'à en parler à l'assistante sociale » ! Passe aussi qu'à la date de parution de cet article le budget 1976 de l'établissement n'ait pas encore été présenté au vote du conseil d'administration. Ces faits ne témoignent que de l'incompétence du personnage. Plus inquiétante — et de loin — est son attitude répressive.

Depuis le début de l'année, les rapports humains se sont rapidement détériorés au lycée de Corbeil. Par exemple, de Miceli ne voulait recevoir, comme représentants syndicaux, que des délégués accrédités auprès de lui une fois pour toutes. Devant le refus des syndicats, les choses se sont très vite envenimées. Plusieurs fois, le proviseur a refusé de recevoir des délégations, notamment des professeurs d'éducation physique. En même temps, il profitait de la mutation de certains de ses subordonnés pour leur substituer des hommes à lui — tel ce conseiller d'éducation qui s'est immédiatement signalé à l'attention générale par ses grossièretés. Puis est venue la période des notations administratives du début d'avril. De Miceli n'y est pas allé de main morte : 15 maîtres auxiliaires ont reçu une note si basse qu'ils sont promis au chômage pour l'an prochain si l'autorité supérieure n'y remédie pas. Les titulaires n'ont pas eu connaissance de la note proposée pour eux, mais les syndicalistes ne se font guère d'illusions : de Miceli règlera ses comptes. Dans l'immédiat, les 140 enseignants (sur 250) de l'intersyndicale ont fait la grève, à la fin avril et au début mai, pour la notation des auxiliaires. Une grève perlée, pendant laquelle ils ont assuré les cours dans les classes à examen, pour ne pas pénaliser les élèves.

L'attitude de l'administration supérieure du ministère de l'Education (ex-nationale) dans toute cette affaire est hautement révélatrice. Que de Miceli, qui se proclame « le plus grand pédagogue de France » (!) ait quelques problèmes, voilà qui ne fait guère de doute. Qu'est-ce qu'un monsieur qui, à une mère d'élève venue, le fameux 20 novembre, lui demander s'il n'est point père pour laisser ainsi des gosses partir à l'aventure dans le froid de l'hiver, répond que, de toute façon, il ne lui aurait pas fait d'enfant à elle ? Qu'est-ce qu'un chef d'établissement qui vient en salle des professeurs arracher des affiches syndicales du panneau idoine, puis les piétiner rageusement ? Qu'est-ce qu'un fonctionnaire d'autorité qui tolère durant trois semaines, sans ordonner qu'on les efface, des inscriptions racistes sur les murs de son établissement, malgré les demandes réitérées du conseil d'administration, des parents, des syndicats et de la municipalité d'union de la gauche ? Seulement voilà : dans toutes ses manœuvres et opérations, de Miceli a bénéficié de l'indéfectible appui de l'inspecteur d'académie, Sorre, et plus encore du nouveau recteur de l'académie de Versailles, Albarède, qui a la particularité d'être le beau-frère de Jacques Chirac. Or, justement, avant d'être nommé à Corbeil, de Miceli sévissait au lycée de Tulle, chef-lieu de la Corrèze. Dès lors, on ne peut que se poser la question : qui soutient de Miceli ?

Horreur ! la « Pravda »

Si bien que les coups de force du lycée de Corbeil dépassent singulièrement cet établissement. Dans ce « lycée rouge » d'une « ville rouge » — où les résultats au bac, au demeurant, sont équivalents à la moyenne nationale, ou supérieurs — l'administration de l'Education n'a sans doute pas envoyé pour rien un homme à poigne dont elle pourrait, de toute façon, se débarrasser sans problème s'il en « faisait trop ». Ce lycée peut être le banc d'essai de toute une politique d'espionnage et de mise au pas. Et donner le « la » réel de la symphonie intitulée « Concertation dans les établissements d'enseignement de la société libérale avancée », composée à grand bruit, ces temps-ci, par René Haby.

On devrait sous peu être fixé sur les limites que Haby entend assigner à l'« expérience » de Corbeil. De Miceli, Sorre et Albarède ont décidé en effet de frapper un échelon plus haut. Il s'agirait, dit-on, de faire passer en conseil de discipline, afin de la renvoyer, une surveillante d'externat stagiaire, pour « insolence envers ses supérieurs ». Or cette surveillante, adjointe au bureau du conseiller d'éducation déjà mentionné, n'avait pas seulement donné toute satisfaction au précédent titulaire du poste ; elle avait aussi, à elle seule, assuré l'interim de la fonction pendant un mois et demi, à la satisfaction générale. Seulement voilà : elle est étudiante en russe, ce qui l'amène à lire — ô horreur ! — la « Pravda » périodiquement.

On n'est pas loin, décidément, du « Berufsverbot » qui sévit en Allemagne fédérale...

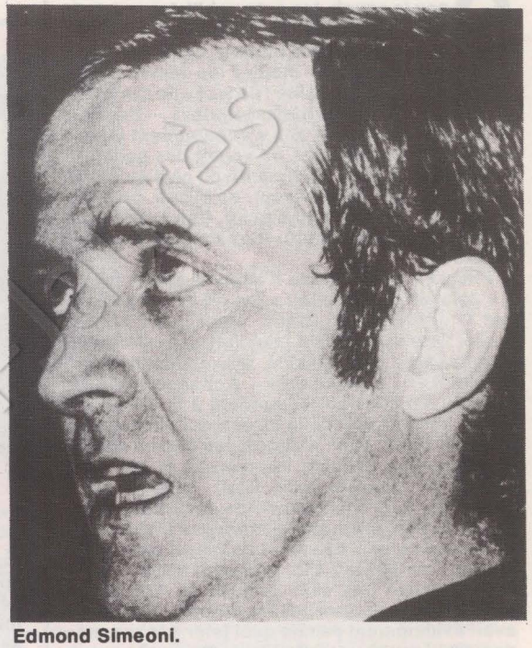
JEAN-PIERRE MOULINS

© Jean Jaurès

Corse

LE JACOBINISME EN ACCUSATION





Edmond Simeoni.

Qui a tué les gendarmes Hugel et Giraud, le 22 août 1975, un peu après 16 heures, à Aléria, dans la plaine orientale de la Corse ? C'est ce à quoi doit répondre, aux alentours du 20 juin, la Cour de sûreté de l'Etat réunie au Palais de Justice de Paris depuis près de deux semaines déjà.

C'est une question à laquelle, en fait, il existe deux réponses. Comme dans la plupart des procès, dira-t-on. Avec cette différence qu'il s'agit cette fois d'une affaire éminemment politique. Ne la juge-t-on pas devant la Cour de sûreté, tribunal d'exception qui, outre trois magistrats professionnels, comprend deux militaires de haut grade : un général et un colonel. Manquent les goupillons pour faire pendant aux sabres. Jean Lecanuet comblera peut-être cette lacune, lui qui a voté contre la création de la Cour de sûreté en 1963 et, quelque temps plus tard, à Marseille a déclaré solennellement qu'il n'appartiendrait jamais à un gouvernement conservant cette institution. Il l'a sans doute oublié. Il parle tant, Lecanuet...

L'accusation, par la voix d'un fringant avocat général, Marcel Dorwling-Carter, accuse le Dr Simeoni, 41 ans, gastro-entérologue à Bastia, et accessoirement huit comparses, d'être responsables de la mort des deux gendarmes. Sa démarche : rappeler sans cesse qu'à Corte, cinq jours avant le drame d'Aléria, des discours très violents, véritables appels au meurtre, ont été prononcés au congrès de l'Association pour la renaissance de la Corse. Le Dr Simeoni, s'il a, pour sa part, été plus mesuré dans ses propos, en porte la responsabilité en tant que leader de l'Arc. De plus, c'est lui qui a pris la décision d'occuper la cave du viticulteur pied-noir Henri Depeille (1) le 21 août. Les gendarmes ayant encerclé la cave et fait les sommations légales, aux grenades lacrymogènes les militants de l'Arc répondirent « à coups de chevrotines et de fusils », exactement comme l'avait annoncé Simeoni dans une interview. Il est « donc » responsable des deux morts.

La faute à Poniatowski

A cela, Simeoni pouvait répondre que cette cave, ils avaient l'intention d'y rester jusqu'au dimanche, puis de s'en aller tranquillement : « Est-ce qu'on s'enferme dans une cave indéfendable, avec huit militants seulement, pour attenter à la République et faire couler le sang ?...J'avais déjà participé à des manifestations de ce genre. Chaque fois, j'avais eu comme interlocuteurs les gendarmes locaux. Et tout s'était arrangé. Malheureusement pendant que je les attendais dans la cave d'Aléria, le préfet de la Corse, M. Gilly, déclarait : « On ne peut pas les laisser dans cette cave jusqu'au 24, car l'Arc remporterait alors une victoire politique ». Je le dis, dans cette affaire, il y a deux responsables majeurs : l'un est au ministère de l'Intérieur, l'autre est M. Gilly ». A la barre des témoins mardi, Gilly a répondu constamment à côté. L'autre « responsable majeur », lui, ne s'est pas manifesté.

Alors, qui, au-delà des desperados de l'Arc, au-delà même du préfet et du Prince, est responsable non seulement des morts d'Aléria, mais du drame corse tout entier ? « Le manichéisme de la République, qui nous a catalogués comme une poignée de traîtres, est cause de l'opposition de deux volontés féroces, a répondu Simeoni. Celle d'un Etat sourcilleux, sourd, aveugle, hyper-jacobin, disposant de la force ; et celle de notre communauté, qui a soif de dignité, de vérité, de justice et aspire à retrouver son identité... La politique du pire, c'est cet Etat aveugle et sourd qui l'a forgée... La Corse saigne. Nous ne sommes pas des séparatistes. Nous sommes des hommes de dialogue quand on nous en laisse la possibilité... »

Mais cela, comment la République de Poniatowski, de Chirac et de Giscard d'Estaing pourrait-elle le leur accorder ? « Nous souhaitons une voie autonomiste, largement progressiste sous la forme d'une autogestion librement consentie... »

Ce procès, en fait, c'est celui d'un certain jacobinisme, très loin de celui de 93 parfaitement justifié par la nécessité, pour la France d'alors, de découvrir son identité globale. C'est le procès d'un jacobinisme récupéré par la droite giscardo-U.d.r. et qui n'est autre qu'un mélange de colonialisme, de bureaucratisme borné et d'étatisme autoritaire et exaspéré. Ce jacobinisme-là espérait donner le change et sans doute aussi obtenir un sursis, en envoyant devant la Cour de sûreté de l'Etat Edmond Simeoni et ses compagnons. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'est pas très réussi.

CHARLES BLANCHARD

(1) Henri Depeille comparaîtra à partir de lundi devant le tribunal correctionnel de Paris avec huit autres viticulteurs rapatriés installés en Corse. Inculpés d'infractions à la législation sur les sociétés et banqueroute, on leur reproche essentiellement d'avoir mis en circulation pour six millions de traites de cavalerie afin d'obtenir des facilités d'escompte de leurs banques.

ATTENTION DYNAMITE

Assuré jusqu'à présent du soutien de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing, le secrétaire d'Etat aux Dom-Tom, Olivier Stirn, poursuit imperturbablement outre-mer une politique néo-coloniale qui peut se résumer ainsi :

1°) les statuts des départements sont intangibles ;

2°) les territoires, eux, peuvent choisir : ou la départementalisation ou la porte, c'est-à-dire l'indépendance.

Comme on le voit, c'est une politique toute en subtilité et en nuances qui prévaut rue Oudinot depuis deux ans.

Quelles en sont les conséquences ?

Dans les départements d'outre-mer, mise à part la Guadeloupe, où le Parti socialiste (et la gauche dans son ensemble) sont assez forts pour faire front à préfet et secrétaire d'Etat, la querelle institutionnelle se poursuit de plus belle, masquée par la crise économique et les déséquilibres sociaux. Malgré la poursuite de la politique debréiste (des allocations, pas de travail), la domestication de nos concitoyens martiniquais et guyanais par le Pouvoir a échoué, chacun le constate en énumérant les mouvements sociaux qui secouent les Dom de la Caraïbe (Guadeloupe et Martinique) et d'Amérique du Sud (Guyane). Quant aux parlementaires qui interpellent le secrétaire d'Etat sur ces problèmes, ils se font traiter de « séparatistes » par Stirn, toujours plus satisfait de lui-même et toujours aussi ignorant des réalités concrètes malgré le grand nombre de séjours qu'il effectue sous les tropiques.

La dégringolade d'Aref

Les territoires d'outre-mer ne sont pas mieux servis.

Saint-Pierre-et-Miquelon, qui n'en demandaient pas tant, ont dû s'incliner sous le diktat : ce sera la départementalisation forcée, malgré les protestations et les mises en garde d'Albert Pen, sénateur et président du Conseil général du territoire.

Aux Comores, l'indépendance a pris la tournure d'un largage pur et simple pour les trois îles d'Anjouan, de Mohéli et de la Grande Comore ; tandis qu'à Mayotte, après l'expulsion des Comoriens favorables à l'unité de l'archipel, un référendum bidon a donné à la départementalisation plus de 99 % des suffrages. Il est vrai que « Mayotte-la-Française » accepterait volontiers la base navale qu'il faudra évacuer de Djibouti un jour prochain...

Au T.f.a.i. (Djibouti), tout en affirmant la vocation du territoire à l'indépendance, Stirn continue à soutenir Ali Aref, fantoche couvert de sang. De jour en jour, d'ailleurs, ses ultimes partisans et les derniers ministres honnêtes du gouvernement local lâchent Aref. Est-ce pour cela que Stirn, après un voyage impromptu à Djibouti, a repris à ce dernier les pouvoirs de police pour les redonner au haut commissaire ?

Aux Nouvelles-Hébrides, l'abandon progressif du condominion aboutira dans les mois qui viennent à l'indépendance totale du nouvel Etat. Mais déjà les néocolonialistes suscitent la sécession de plusieurs îles au cœur même de ce lointain territoire.

Enfin, en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie, le secrétaire d'Etat a décidé depuis quelques mois de renforcer les pouvoirs des hauts commissaires et de réduire encore la part d'autonomie de gestion qui demeurait entre les mains des Assemblées territoriales. Malgré la massivité des protestations (dont certaines émanent même des R.i. locaux et des U.d.r.), Stirn persiste dans son intention de déposer, à propos de la Nouvelle-Calédonie, le projet de loi dont il est l'auteur sur le bureau de l'Assemblée nationale. Quant à la Polynésie, le blocage des institutions étant à peu près complet, des incidents graves sont à prévoir si, aux alentours du 1er juin, le haut commissaire confirme sa volonté de réunir de force l'Assemblée territoriale — celle-ci s'y refuse depuis plusieurs mois à la majorité de ses membres derrière son président, Vanizette.

Le premier P.s. polynésien

Cela devient une évidence : la politique irresponsable de Stirn, couverte — jusqu'à quel point ? — par le gouvernement, prépare l'embrasement successif de l'ensemble des territoires d'outre-mer. Le général Bigeard, dont la finesse n'est pourtant pas la qualité principale, l'a reconnu lui-même au cours du séjour qu'il vient d'effectuer à Papeete. Et l'on dit que son rapport serait sévère à ce point qu'il n'aurait pas été diffusé à l'ensemble des membres du gouvernement.

Face à cette situation explosive, les forces socialistes s'organisent : après la création du premier Parti socialiste polynésien (la Mana Te Nunaa), c'est, en avril 1976, la naissance du Parti socialiste calédonien.

Venant des Nouvelles-Hébrides ou de Wallis et Futuna, des habitants de ces territoires, de passage à Paris, en profitent pour se rendre au siège du Parti socialiste et demander que l'on aide leurs efforts pour préparer une autre société, plus respectueuses des libertés locales. « L'autodétermination est votre droit, a dit en substance François Mitterrand, et si je n'écoute que mon cœur, je souhaite que nous restions ensemble ». Stirn ne partage pas ce point de vue, pour qui l'outre-mer ne constitue qu'une série de fiefs électoraux épars à travers le monde et qu'il convient de maintenir dociles par la carotte et le bâton.

Mais faudra-t-il attendre encore deux ans pour voir poindre cette « communauté socialiste » dont parlait le Premier secrétaire du P.s. à Fort-de-France en 1974 ?

ALAIN VIVIEN



Olivier Stirn.

Fondation Jaurès

SVOLTA A SINISTRA ?

De notre envoyée spéciale

« Que pensez-vous de la circulation à Rome ? » demande un contrôleur d'autobus de la capitale italienne. On est bien obligé de convenir qu'on circule mieux dans la capitale italienne qu'à Paris, par exemple. « Mais c'est parce que l'essence est devenue si chère qu'ils ne prennent plus leur voiture », explique le contrôleur. L'essence chère, mais tout est cher en Italie, de plus en plus cher, les prix s'envolent. Dans la capitale, des loyers moyens de 300 000 lires ont chassé les gens vers les banlieues.

C'est à ce problème, notamment, que se sont attachées les sections socialiste et communiste du Trastevere, toutes deux situées, à quelques mètres l'une de l'autre, dans le pittoresque Viccolo del Cinque. Après cinq heures du soir, les permanences se remplissent, les militants sont souvent jeunes. Ce quartier d'origine populaire est aujourd'hui habité, en majorité, par des intellectuels, des gens du spectacle qui en apprécient les vieilles pierres. Il y a quinze ans, le Trastevere avait 50 000 habitants ; en 1976, il en compte 35 000. Il y a trois ans, la gauche a fait naître un comité de quartier qui a réussi empêcher les expropriations les plus iniques. Mais les jeunes, originaires du Trastevere, ont dû abandonner : comment payer 150 000 ou 200 000 lires par mois pour le loyer d'un 2 pièces ? Le comité se bat, actuellement, pour faire construire une crèche et un lieu où les vieux pourraient se retrouver, puisque les tavernes ont disparu au profit de restaurants chics. Pour les sinistrés du Frioul, c'est le comité de quartier qui s'est chargé de collecter les fonds.

Dans le Trastevere comme dans toute la capitale, la campagne électorale a commencé dans le calme, contrairement à ce qu'on pense souvent à l'étranger : dans Rome et hors de Rome, malgré la crise économique, malgré les mises en garde alarmistes et les menaces de l'Eglise. Sur la place Campo di Fiori, le mardi 18 mai, le P.c.i. organise une réunion électorale. On lit sur un calicot : « Pour le salut de Rome et du pays ». Une cinquantaine d'auditeurs écoutent l'orateur affirmer que le P.c.i. est un parti d'opposition, mais aussi un parti de gouvernement ; les gens du quartier vaquent à leurs occupations ; quelques jeunes gens, assis sur le socle de la statue de Giordano Bruno — brûlé il y a quatre siècles sur cette même place — entendent le responsable du P.c.i. de la « zone centre » expliquer que tous les chrétiens ne sont pas démo-chrétiens. Le dimanche précédent, Berlinguer avait parlé devant des milliers de Romains réunis dans la cour du Palais des congrès, ouvrant ainsi la campagne électorale de son parti.

Contre le concordat

La petite place de la Minerve, à deux pas du Panthéon, résonne des accords d'un orchestre de jazz. C'est ainsi que dans ce quartier touristique et sulpicien — une boutique sur deux vend des objets de piété — Marco Pannella, chef du Parti radical (de 100 à 1 000 militants, de son propre aveu), a commencé, de nuit, sa campagne électorale. Il poursuit en même temps « jusqu'à la mort » une grève de la faim pour que son parti obtienne une heure à la télévision. « Nous sommes la seule force politique gagnante depuis 10 ans », dit sans vergogne Pannella, qui rappelle la « très grande et très bonne campagne » que son parti — qui n'a pas encore de députés au Parlement, mais présente, le 20 juin, des candidats, dans 32 circonscriptions — a menée pour le divorce.

Le chef du Parti radical axe, aujourd'hui, sa campagne sur l'abrogation du concordat. Toujours dans un esprit libertaire et non violent. Cet homme qui ne manque pas de sens de la publicité s'est heurté aux militants du P.c.i. lors du dépôt des listes de candidats. Depuis la dernière guerre, en effet, les communistes ont pris l'habitude de camper nuit et jour et cela, quelquefois, plus d'une semaine à l'avance, pour être les premiers à déposer leurs listes. Et ainsi obtenir le n° 1, ce qui permet d'indiquer aux électeurs un choix simple : « Votez pour la liste n° 1 ».

Personne n'a jamais tenté de faire mieux que les communistes dans ce domaine, sauf les amis de Marco Pannella, qui dans la nuit précédant le dépôt des listes ont, à ce qu'ils assurent, été bousculés par les communistes alors qu'ils étaient parvenus les premiers à la porte de quelques tribunaux de la péninsule. Pour protester contre ces méthodes, Pannella est allé manifester, le 15 mai, devant le siège du P.c.i., à Rome. Il avait apporté des fleurs pour Enrico Berlinguer, mais la porte ne s'est pas ouverte...

Autre échec, pour cet empêcheur de tourner en rond qu'est le Parti radical : et le P.s.i. et l'extrême gauche ont refusé d'introduire dans leurs listes des candidats du Parti radical, obligeant ce dernier à se présenter seul, ce qui lui enlève pratiquement toute chance d'entrer au Parlement.

La constitution des listes électorales, voilà en effet le premier temps fort de cette campagne et chacun, ici, de dauber sur les difficultés de la Démocratie chrétienne à constituer les siennes : trois jours et trois nuits de conclave-marathon ont réuni à Rome tout ce que la Démocratie chrétienne compte d'important. Dans sa chasse aux candidats-personnalités, la D.c. peut se targuer de présenter au Sénat Umberto Agnelli, frère cadet du P.d.g. de la Fiat.

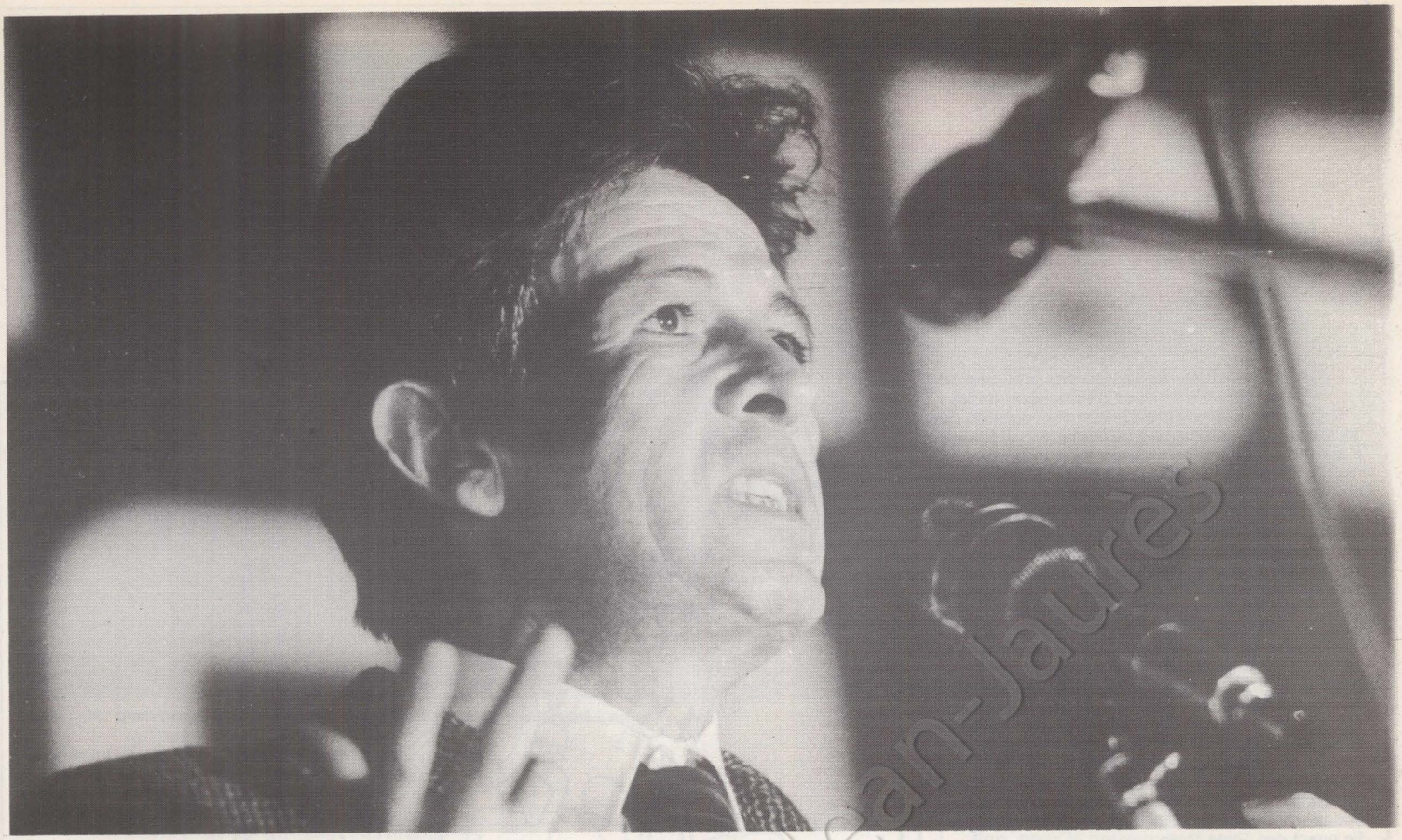
C'est pour le P.c.i. que la chasse aux personnalités indépendantes a, semble-t-il, été la plus fructueuse : de Piero Pratesi, ancien directeur de « Il Popolo », à Altiero Spinelli, vice-président de la Commission exécutive de la C.e.e., en passant par Raniero La Valle, leader de l'Association des travailleurs catholiques, qui se présente à Rome. Le P.c.i. offre ainsi une place sur dix, dans ses listes, aux personnalités indépendantes. Cette ouverture sans précédent constitue probablement le fait le plus important de ce début de campagne électorale. Les communistes se défendent de vouloir aider à la constitution d'un parti catholique de gauche. Les personnalités indépendantes qui avaient été élues en 1972 sur leurs listes forment cependant, au Parlement, le groupe de la Gauche indépendante.

Assise : cloches contre sono

Sur ce problème des personnalités, Luigi Covatta, membre du Comité central du Parti socialiste italien, convient volontiers que le P.c.i. constitue un pôle d'attraction plus important que son parti : « Nous n'avons pas encore l'ouverture nécessaire pour attirer ces personnalités. Et ces intellectuels veulent être sûrs d'être élus ». Parlant des listes du P.s.i., Luigi Covatta affirme qu'elles témoignent déjà du renouvellement du parti depuis le dernier congrès (mars 1976) grâce à la plus grande jeunesse des candidats. « La ligne pour cette campagne sera celle de l'alternative socialiste. Il n'est plus question que nous faisions partie d'un gouvernement de centre-gauche ». Cette position très nette du P.s.i. semble devoir être déjà payante, puisque tous les pronostiqueurs lui accordent une augmentation de ses suffrages allant de 1,5 à 2,5%. « L'Italie tourne la page », proclame une affiche du P.s.i. Le Parti l'a déjà tournée.

Dans les provinces, on n'avait pas attendu Rome ni le dépôt des listes électorales pour commencer les réunions. Le samedi précédent, dans Pérouse, « ville communiste depuis toujours », l'ancien président de la région Giorgio Conti ouvrait la campagne par un grand meeting dans l'immense salle de la commune où un millier de personnes s'entassaient sous les plafonds lam-





Meeting du P.c.i. à Avezzano, dans la banlieue de Rome, avec Enrico Berlinguer.

brissés. Un haut-parleur, placé à l'extérieur de la mairie, faisait entendre dans tout le centre de la ville le discours dans lequel Giorgio Conti expliquait que le problème de ces élections n'était pas celui d'un référendum sur la participation des communistes au gouvernement, mais un problème de salut national pour résoudre la crise. Et que toutes les « forces démocratiques » devaient participer à ce salut.

Mais l'Ombrie tout entière n'est pas acquise aux communistes, ni même à la gauche, et c'est ce que me confiait Fabio Ciuffini, l'un des cinq députés communistes de la région, en route vers Assise où il devait tenir un meeting électoral. La ville de saint François — qui est aussi celle de Fanfani — reste un fief de la droite. Comble de difficulté pour le jeune député, le meeting préparé par les « compagni » d'Assise devait se tenir à Santa-Maria delli Angeli, une petite agglomération qui s'est constituée autour de l'immense cathédrale baroque, aux portes de la ville. La concurrence avec la grand-messe était évidente. Cloches contre sono, discours contre sermon : un cliché sorti tout droit de « Don Camillo ». Bon gré, mal gré, Ciuffini a parlé devant une centaine d'auditeurs. Les participants à la messe étaient sûrement plus nombreux.

Dans la ville même, le M.s.i. tenait un meeting à la mairie : les accents mussoliniens de l'orateur parvenaient jusqu'aux touristes et aux pèlerins venus se recueillir devant le tombeau de saint François. Mais le parti néo-fasciste n'a guère le vent en poupe et l'on ne croit pas non plus, de ce côté-ci des Alpes, à la possibilité d'un coup d'Etat. L'opinion qui prévaut, ici, est qu'en gros l'électorat votera ce qu'il a voté. Personne dans les milieux politiques de gauche n'ose croire vraiment à la « svolta » (renversement) dont tout le monde parle. Un journaliste communiste dit : « Il n'y aura pas de majorité de gauche à l'Assemblée. Et, après ces élections, je vois une période d'instabilité politique. Je vois un gouvernement « d'émergence » pour résoudre la crise économique, ou bien alors la D.c. sera obligée de gouverner avec le P.c.i. car les résultats du 20 juin accentueront de toute façon la crise ouverte au sein de la D.c., qui renforcera sa tendance la plus à gauche ».

Cette opinion est confirmée par un sondage publié dans « La Stampa » du 15 mai : il en ressort que le P.c.i. progresserait peu par rapport aux législatives de 1972 et reculerait par rapport à son score (33,4%) des élections administratives de juin dernier. La Démocratie chrétienne conservera-t-elle, malgré les scandales et la corruption qui entachent sa gestion, tous ses électeurs ? « J'ai toujours voté D.c., confie un Romain. Mais cette fois c'en est trop, je voterai pour le P.c. : il faut donner une leçon à la Démocratie chrétienne ». Un petit déplacement vers la gauche, dont le P.s. et l'extrême gauche profiteraient, aura bien lieu, croit-on, mais, comme on dit ici : « A sinistra ma non troppo »...

EMMANUELE PLAS



Emilio Colombo, démocrate-chrétien, et le cardinal Peletti.



Permanence ambulante du Parti radical.

Collection Jean-Jaurès

Economie italienne

UNE MALADE MALGRE ELLE

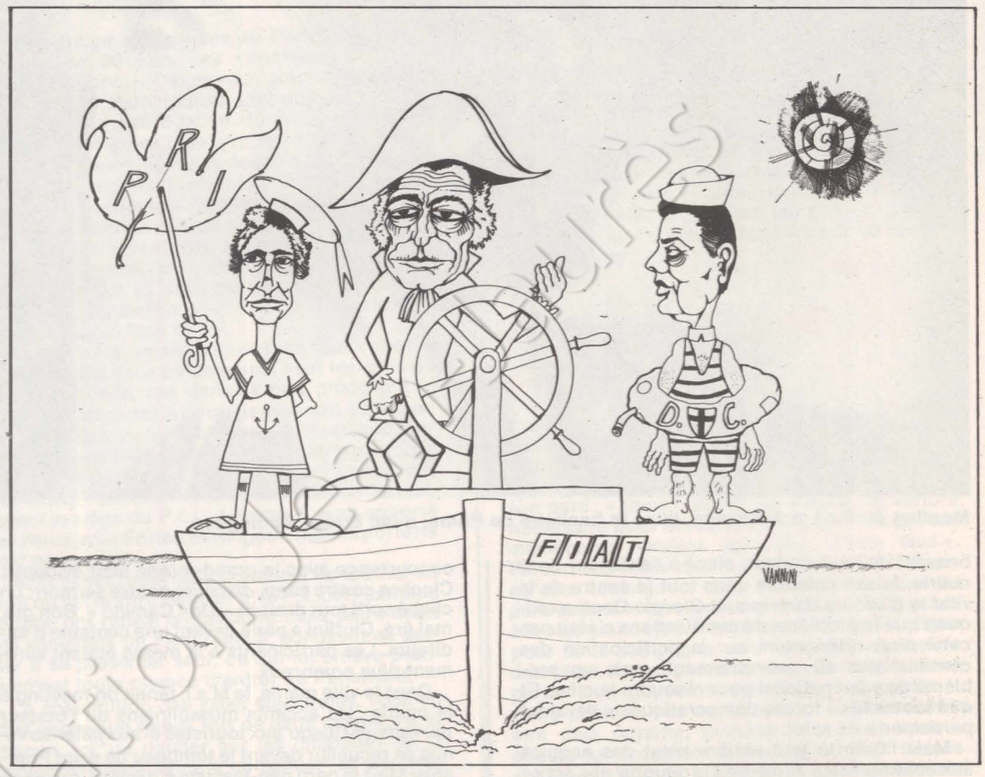
Trois pour cent de hausse des prix pour le seul mois d'avril. Une monnaie en délire : en deux ans, la lire a perdu plus de 40 % de sa valeur. Un chômage structurel auquel vient s'ajouter un chômage conjoncturel important et que l'on mesure mal dans des statistiques difficilement utilisables. On pourrait y ajouter un déficit de la balance commerciale dramatique, et quelques autres problèmes moins conjoncturels, mais tout aussi pesants. Voilà le portrait-épouvantail de l'économie italienne. Mettre au noir absolu cette économie n'est pas neutre. Et ne pas dire que ce résumé n'est qu'une préfiguration, grossie et possible de notre avenir, ne l'est pas davantage.

Si l'Italie est tout cela, c'est aussi, surtout, à la veille d'une consultation électorale majeure, un pays où le pouvoir est en crise et où, plus qu'ailleurs, tout le monde « attend ». Même le patronat qui, tout en se réfugiant dans la fuite des capitaux, explique sourdement qu'il faudrait tout de même améliorer le fonctionnement du système, de l'Etat. En oubliant de dire sa part de responsabilité dans la situation actuelle. En effet, l'Italie est à la fois malade d'elle-même et de l'Europe — ce qui signifie aussi des Etats-Unis.

Malade d'elle-même, elle l'est à plusieurs titres. Tout d'abord sur le plan politique. Mais aussi sur le plan économique. Le fonctionnement de l'appareil productif reposait — et repose encore — essentiellement sur une gamme assez variée de biens de consommation. Le textile, le cuir, les vêtements et les chaussures représentent 25 % des exportations ; les automobiles, 11 % ; les produits alimentaires, 10 % ; la construction mécanique, 28 %. Si la fabrication de ces produits à faible valeur ajoutée s'est localisée dans ce cul-de-sac de l'Europe, c'est que, durant des années, les salaires y furent très bas. Ayant, sur place, ses « travailleurs immigrés », le patronat avait pu jouer une carte qui est devenue celle de nombreux pays du tiers monde. Et l'arrivée de nouveaux concurrents (Espagne, Grèce, pays en voie de développement) a réduit la part disponible du marché. Il n'est que de voir la localisation des nouvelles unités, la volonté d'une bonne partie du patronat italien de s'implanter au Brésil, en Afrique ou ailleurs, pour comprendre que les difficultés ne sont pas, en ce domaine, seulement conjoncturelles. Mais dans l'immédiat, l'inflation jouant son rôle dans la perte des marchés, il ne restait, aux exportateurs, à court terme, qu'à souhaiter la chute de la lire. En perdant plus de 40 % de sa valeur depuis janvier 1974 cette dernière leur a permis de retrouver le sourire. Cela signifie, en effet, que les prix des produits italiens sur les marchés étrangers sont inférieurs aujourd'hui à ceux d'il y a deux ans. L'inflation, les « avantages » accordés, concédés, arrachés par les travailleurs ont ainsi, sur le plan de la concurrence, été effacés.

Mais une monnaie peut difficilement tendre vers zéro. Et tous les économistes italiens expliquent avec un drôle de sourire quels sont, à leurs yeux, les vrais problèmes : « Ce qu'il faudrait c'est restructurer l'appareil de production. Pour cela, il faut investir. Comment voulez-vous que cela arrive ? A la crise de l'investissement qui caractérise l'économie capitaliste s'ajoute, chez nous, une crise politique de taille. Les patrons ne veulent pas assumer de tels risques. Alors, tout le monde attend ».

Pourtant — et pas seulement à cause de la mauvaise tenue de la lire — l'économie italienne repart : la reprise y est sensible, la consommation intérieure a repris, les exportations en 1975 se sont accrues, en volume, de 3 % alors que sur le marché mondial elles chutaient de 5 %. Et de belles percées, prometteuses pour l'avenir, car ce sont de nouveaux marchés qui ont été ainsi ouverts, figurent au tableau de chasse, en particulier dans les pays de l'Est et ceux de l'Opep.



La famille Agnelli naviguant en vue des élections (« Rinascita »).

L'Italie serait-elle donc, malgré tout, un pays à part ? Même pas. Elle est « en phase » avec les autres économies capitalistes. C'est-à-dire que, pour elle, « la crise » a les mêmes causes, les mêmes conséquences qu'ailleurs et qu'elle intervient au même moment. Seulement, l'inégalité étant de règle, les déséquilibres que l'on mesure dans la péninsule sont tout simplement « exagérés ». C'est là que l'on retrouve les problèmes monétaires.

Tentation isolationniste

A Rome, de nombreux experts s'interrogent : « La lire est-elle ou non sous-évaluée ? ». La question est réelle. Elle est pourtant toute théorique, car dans ce domaine l'événement va toujours plus vite que la réflexion. Et comme le reconnaissent volontiers d'autres experts, « de toute manière l'économie des petits pays — nous en sommes un — finit toujours par s'adapter au cours de sa devise. Tenons-en compte. Si nous le pouvons ! »

Car la crise de la lire, ce miroir aux alouettes des touristes européens, n'est pas due qu'à l'incapacité de l'Italie de jouer le jeu de l'économie occidentale. C'est bien au contraire en jouant ce jeu que la situation s'aggrave. En 1975, la balance des paiements globale a été en équilibre 10 mois sur 12, malgré le remboursement d'un emprunt de 600 milliards de lires. Puis, en deux mois, tout s'est détérioré. C'est que se sont trouvés mêlées à la fois la crise politique et une nouvelle dégradation des conditions économiques. Ce qui faisait dire à un patron italien : « Si la lire dégringole, c'est aussi parce que personne n'en veut. Même pas ceux qui en ont ». On comprend mieux, dès lors, la tentation de quelques-uns d'un retour vers l'isolationnisme. Car si l'Italie vend au reste de l'Europe, elle achète aussi. Et on peut mesurer dans ce commerce ce qu'il faut bien appeler un « échange inégal ». Surtout vis-à-vis de l'Allemagne fédérale et de la France. En 1973, l'excédent français fut de 3,6 milliards de francs ; en 1974, de 6,7 milliards. Pour la R.f.a., les sommes sont encore plus élevées. Et une bonne part du « bruit » fait autour des futures élections italiennes trouve là sa raison.

Si en effet le patronat italien sait qu'il n'est pas question pour lui de préparer l'avenir avant que la crise politique ne soit résolue, les Européens redoutent que cette crise ne se transforme en crise du commerce intra-européen, ce qui aurait pour eux des conséquences dramatiques.

Si jusqu'aux élections le gouvernement italien s'autorise un certain laxisme, espérant ainsi moins perdre d'électeurs, une fois les élections passées, et quels qu'en soient les résultats, une des premières décisions du nouveau Pouvoir sera de restreindre le déficit de la balance commerciale. Car celui-ci est de taille : il représentait 19 % des importations allemandes et françaises. Equi- 1975. La faiblesse de ce dernier chiffre étant due à la récession.

Juguler ce déficit impliquerait de réduire la part des importations allemandes et françaises. Equilibrer le commerce franco-italien, par exemple,



Le dernier gouvernement « monocolore » entourant le président Leone.

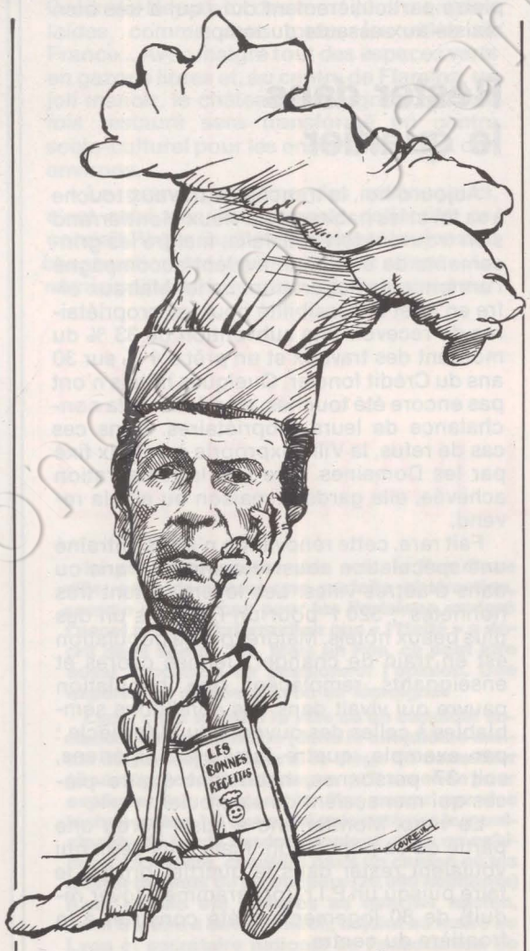
signifierait au minimum une baisse de plus de 4 milliards des ventes françaises. Ce qui accroîtrait sérieusement les difficultés de ce côté-ci des Alpes. Et, pour la R.f.a., la « perte » serait encore plus forte. Dès lors on comprend que les différents gouvernements, tout en poussant au noir le portrait de l'Italie, ne fasse rien qui mette à mal les délicats équilibres actuels. En Italie, on le sait. Et on compte là-dessus.

Un « gros morceau »

Dans l'immédiat, ce qui inquiète les économistes italiens, c'est le court terme. La reprise technique qui a eu lieu en 1975 a été vive. L'indice de la production industrielle a progressé plus rapidement qu'en France. Les entreprises reconstituent leurs stocks et la réduction de l'inflation, à la fin 1975, a relancé la consommation des ménages. Les syndicats ayant réussi à « bien » négocier, les salaires ont suivi l'inflation. Au point que, pour de nombreux observateurs, « ce ne sont pas les salariés qui ont fait les frais de la crise, mais d'autres couches sociales, petits paysans, petits commerçants et artisans, retraités. C'est-à-dire ceux qui, majoritairement, votent pour la Démocratie chrétienne. » Ce n'est pas le moindre des paradoxes de ce pays que de voir les « partenaires sociaux » — patrons et salariés — se mettre d'accord, alors que le gouvernement n'arrive pas, pour sa part, à « exister » sur ce plan-là !

Rien d'étonnant, après cela, que la campagne électorale ne soit pas tous azimuts et que certains problèmes n'y soient pas ou peu évoqués. En effet, les dévaluations passées vont permettre de développer les exportations — on escompte une croissance de 10 % en 1976 sur 1975 — donc de faire tourner « la machine ». L'inflation sera lourde, mais ici l'on s'y est un peu habitué et les salariés par le jeu des échelles mobiles comptent bien ne pas en supporter — ou pas trop — les conséquences. « Au total, 1977 pourrait être l'année de la véritable reprise, celle de la demande intérieure et cela dans un contexte où la spirale inflation - dévaluation - récession serait freinée », explique un des meilleurs conjoncturistes italiens.

Cela, bien entendu, à condition que les prêts consentis par l'Allemagne fédérale et la C.e.e. soient maintenus. Ce dont personne ne doute vraiment à Rome. Certes, la dette extérieure est de taille (70 milliards de francs), ce qui, ramené à chaque Italien — calcul stupide, mais parlant — équivaut à une dette de 200 000 lires (un peu plus



Enrico Berlinguer, vu par Coureuil.

de 1 000 F). Toutefois cela ne représente même pas 1 % de la production industrielle brute annuelle. Mais la question — les lignes de crédit seront-elles coupées ? — ne relève pas seulement d'un simple problème d'arithmétique électorale. Elle dépasse — même si elle pèse — de loin la réponse que les électeurs donneront le 20 juin. L'Europe — essentiellement l'Allemagne — n'a pas ouvert ces lignes de crédits pour l'Italie. Mais pour elle-même. La R.f.a. — tout comme la France — vend l'essentiel de sa production aux pays de la C.e.e. Et l'Italie est un des « gros morceaux » du marché : en 1974, elle a acheté plus de 8 % de la production allemande. Il est donc hors de question, pour le gouvernement de Bonn, de laisser l'Italie fermer ses frontières ou réduire d'une manière draconienne ses importations. Ayant une balance commerciale excédentaire — cette année, elle sera même le seul pays occidental dans ce cas — la R.f.a. préférera prêter de l'argent à l'Italie plutôt que de mettre à mal son économie, perturber sa production, voir croître le chômage. D'autant qu'un prêt est toujours un tant soi peu politique ! Et que dès le 21 juin, lorsqu'il s'agira de constituer un gouvernement et d'appliquer une ligne politique et économique, personne ne doute que des « contacts » sérieux auront lieu entre les deux pays.

Restera alors à faire les véritables choix : permettre à l'Italie non pas de sortir d'une conjoncture néfaste — on l'a vu, cela se fera — mais de doter ce pays d'un appareil productif adapté à notre temps. Pour cela, un large consensus national est nécessaire. Il faut que les salariés sachent qu'ils ne feront pas les frais de l'opération, que leurs efforts leur « reviendront ». Et que le patronat estime que la nouvelle règle du jeu lui laisse une marge de profits suffisante. Ces deux conditions réunies permettraient à une « nouvelle économie » de voir le jour. Appréciés sur les marchés étrangers, les Italiens n'auraient plus qu'un seul ennemi : le dollar. Et celui-là est de taille.

GUY PERRIMOND

Organisée par la Fédération
de la Haute-Vienne

FETE DU
P.S.

A Isle, les 29 et 30 mai
Grande fête populaire avec

DALIDA

ALLOCUTION
DE FRANÇOIS
MITTERRAND

DES IDÉES MAIS PAS DE SOUS

Clermont-Ferrand

De notre envoyée spéciale.

Métropole de l'Auvergne, Clermont-Ferrand n'a pas toujours bonne réputation quant à sa beauté. Sans doute est-ce dû à cette pierre de Volvic, grise, virant au noir avec l'âge, qui donne à la ville un petit air triste.

Pourtant, des trésors s'y cachent ; des hôtels des XVIe et XVIIe siècles, des églises romanes, des dessus de cheminée en guise de bancs dans les petites rues du vieux Montferrand.

L'histoire de la ville est encore marquée de cette rivalité qui opposa Clermont à Montferrand jusqu'à l'an de grâce 1630, quand un édit royal a fait des deux cités jalouses de leurs privilèges une seule et même ville. Depuis, Montferrand a lentement périclité, ce qui lui a permis de conserver un patrimoine architectural que le vieux Clermont peut lui envier.

« Ici, il y a une qualité de la vie exceptionnelle ; on est dans un village et ce n'est pas snob comme à Chamalières », dit non sans fierté Michel Proslier, jeune historien enthousiaste et, plus encore, amoureux fervent de sa ville natale.

Et il est vrai que le centre de Montferrand a un charme particulier. Visiblement, il fait bon vivre dans ses maisons restaurées depuis peu. En 1963, après la loi Malraux, la ville a commencé ici une importante opération de réhabilitation : 90 millions de crédits y ont été engagés, deuxième rang français après le Marais, à Paris, qui représente 170 millions de crédits. Des merveilles ont été mises à jour : des maisons du XIIe au XVIIe siècles, certaines avec colombages, comme dans la rue de la Rodade, d'autres avec des bas-reliefs taillés dans la lave de Volvic, une pierre particulièrement dure qui a très bien résisté aux assauts du temps.

Rester dans le quartier

Aujourd'hui, la tranche de travaux touche à sa fin et les habitants du vieux Montferrand s'en trouvent fort satisfaits, malgré les grincements de dents qui avaient accompagné l'annonce de l'opération. La loi Malraux offre en effet la possibilité pour les propriétaires de recevoir une subvention de 33 % du montant des travaux et un prêt à 4 % sur 30 ans du Crédit foncier. Quelques hôtels n'ont pas encore été touchés, en raison de la nonchalance de leurs propriétaires. Dans ces cas de refus, la Ville exproprie à un prix fixé par les Domaines. Une fois la restauration achevée, elle garde la maison ou elle la revend.

Fait rare, cette rénovation n'a pas entraîné une spéculation abusive comme à Paris ou dans d'autres villes. Les loyers restent très honnêtes : 520 F pour un F 2 dans un des plus beaux hôtels. Malgré tout, la population est en train de changer. Jeunes cadres et enseignants remplacent une population pauvre qui vivait dans des conditions semblables à celles des ouvriers du XIXe siècle : par exemple, quatre familles d'Algériens, soit 37 personnes, habitaient quatre pièces qui menaçaient de s'écrouler.

Le vieux Montferrand a aussi perdu une partie de sa population. Mais tous ceux qui voulaient rester dans le quartier ont pu le faire puisqu'un P.l.r. (programme à loyer réduit) de 80 logements a été construit à la frontière du centre.

Le vieux Clermont a été beaucoup plus abîmé. Plus prospère et vivant que Montferrand, ses maisons ont souvent été démolies et reconstruites, si bien que le patrimoine architectural est très dispersé, ce qui a, jusqu'à ce jour, empêché la création d'un secteur de sauvegarde. Dans le centre, autour de la cathédrale et de Notre-Dame-du-Port, la population est nettement en voie de paupérisation. Frappées d'alignement, beaucoup de maisons ont cessé d'être entretenues et le confort y est des plus minces.



Rue Jules-Guesde.

Ce centre est très peuplé, sa densité moyenne est de 522 habitants à l'hectare, avec dans certains îlots des densités supérieures à 1 000, là où le pourcentage de population étrangère est le plus élevé.

Depuis cette année, la municipalité a décidé de réhabiliter le centre de Clermont. « Mais nous nous lançons dans l'opération avec la conscience de ses limites imposées par les contraintes budgétaires », explique Roger Quilliot, sénateur-maire socialiste de la ville. Robert Poujade lui-même, maire U.d.r. de Dijon, a calculé qu'au rythme actuel, la rénovation de sa ville serait terminée dans 150 ans... Etre bien placé dans la majorité ne suffit donc pas pour obtenir des crédits.

A Clermont-Ferrand, la Ville dispose de deux outils. Les Arim, associations privées du type loi de 1901, utilisent les crédits de l'Etat pour inciter les propriétaires à installer un certain confort sanitaire. Mais leurs moyens d'intervention restent limités. En échange des prêts faits aux propriétaires, ceux-ci s'engagent à respecter un niveau de loyers fixé par arrêté préfectoral. Mais cette mesure ne suffit pas à enrayer la spéculation : en cas de vente, le deuxième propriétaire n'est plus lié par ce contrat.

D'autre part, l'Office régional des H.l.m. vient de demander sa transformation en Opac (Office public d'aménagement et de construction). Il pourra, lorsque l'arrêté de sa transformation passera, acheter les vieilles maisons pour y réaliser la réhabilitation. Mais il faut attendre au moins un an... Encore l'Office risque-t-il d'être bloqué par le prix des terrains.

En attendant, le problème majeur de toute

A gauche
on n'avance pas sans

REPERES

Le mensuel du Ceres
Au sommaire du n° 32 :

— Edmond Maire et le programme commun
— Les multinationales étrangères en France
— Marioscopie : Mario Soarès à livre ouvert

BULLETIN D'ABONNEMENT

A renvoyer à **REPERES,** Editions Jacques Mandrin
B.P. 36 - 75121 PARIS CEDEX 03

NOM et PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Je règle ce jour par

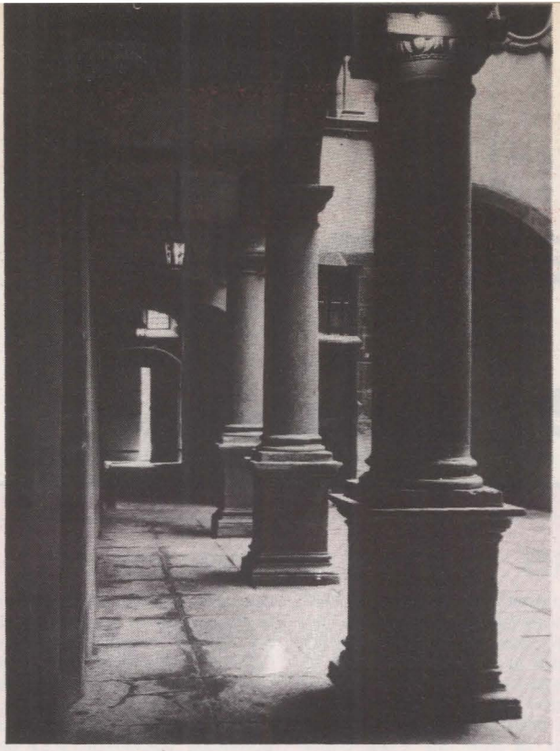
☐ Chèque postal (3 volets) CCP 3487530 LA SOURCE

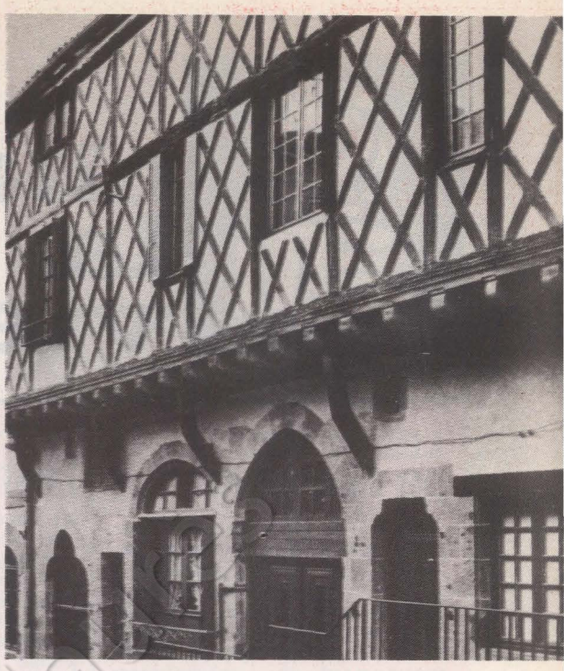
☐ Chèque bancaire : à l'ordre des Editions Jacques Mandrin

TARIF
Abonnement annuel : 80 F - Etudiant, chômeur, retraité : 60 F - Soutien : à partir de 100 F - Etranger : 100 F
Avion : sur demande à REPERES



L'hôtel de Fontenilhes.





Rue de la Rodade.



Hôtel des Centaures.

restauration reste le même : comment permettre aux habitants actuels de rester dans le quartier ? Il est difficile de ne pas les déplacer car l'opération coûterait deux fois plus cher. Quant aux classiques opérations tiroirs, elles obligent la Ville à posséder les logements nécessaires.

2 000 emplois de plus

Clermont-Ferrand a un « trou » presque aussi célèbre que celui des Halles sur la place de Jaude. Ici, la municipalité reconnaît ses erreurs du passé. Le projet initial prévoyait un ensemble de tours pour y accueillir des logements. L'idée des tours est passée de mode. Celle des logements aussi : la charge foncière dépasse les 10 millions, ce qui aurait rendu le coût des logements très élevé ; la collectivité a préféré construire des bureaux plutôt que de financer des appartements luxueux ou réservés aux sous-préfets... Le maire espère que le fonds de Jaude apportera 2 000 emplois tertiaires. Des emplois bien nécessaires puisque la ville compte 5 000 chômeurs.

Troisième volet de sa politique, Clermont-Ferrand continue à construire 500 logements par an environ dont 400 H.l.m. A côté de l'éternelle cité Michelin aux rues bien nommées (rue du Courage, du Devoir, de la Vaillance...), se dressent les zones d'aménagement concerté à Flamina et à Croix-de-Neyrat. Ici des tours plus ou moins laides, comme dans toutes les villes de France... Avec malgré tout des espaces verts en gazons libres et, au centre de Flamina, un joli manoir, le château de Vergnes, qui une fois restauré sera transformé en centre socio-culturel pour les ensembles H.l.m. des environs.

« Le grand problème des aménageurs, c'est celui des équipements collectifs, reconnaît Roger Quilliot. Ils suivent toujours la construction des logements avec retard ». La municipalité fait un gros effort, surtout sur les Zac. Mais ailleurs les crédits manquent. Pour les transports en commun, par exemple, Clermont-Ferrand a un projet de tramway, mais l'aide de l'Etat lui est indispensable. La municipalité se heurte aussi aux lenteurs de l'administration. « Nous en venons à éviter les subventions, dit le maire. Avec le temps qui passe, les coûts augmentent et les aides ne suffisent plus ».

Ville socialiste, Clermont-Ferrand bute contre les problèmes de gros sous. Comme toutes les villes françaises, elle désespère, dans le cadre du régime en place, d'avoir les moyens de sa politique.

FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LYON : LA BATAILLE DU POS

Le plan d'occupation des sols, le Pos d'une ville, peut demeurer une parfaite abstraction, comme c'est le cas pour les Parisiens, malgré l'essai avorté d'information que « l'Unité » a décrit dans son n° 205. Mais un Pos, ce peut être aussi l'occasion de passionner l'opinion. Une expérience menée à Lyon en témoigne.

Lyon, c'est en effet la ville où un candidat socialiste aux cantonales (dans le cinquième canton du Rhône) a emporté le siège de conseiller général grâce à la campagne qu'il a menée pour expliquer les dangers du Pos conçu par des technocrates, tel que celui présenté par la municipalité de Louis Pradel. Employé dans un cabinet d'architecte, candidat dans un canton où les quartiers neufs de La Duchère (20 000 habitants) n'ont jamais été intégrés au quartier ancien, Jean Durand a battu Fenech, adjoint au maire de Lyon et secrétaire national de l'association de rapatriés Anfanoma : il lui a suffi de promener d'un quartier à l'autre plans et maquettes, de projeter des diapositives devant des auditoires attentifs — de deux à trois cents personnes en moyenne — travail longuement préparé par la section socialiste de l'arrondissement.

Cette action s'est exercée en conformité avec celle du Comité Lyon-ville du P.s. qui, depuis deux ans, étudie le tissu urbain lyonnais et analyse, après en avoir effectué l'inventaire, la composition des différents quartiers de la ville. Ainsi le Comité Lyon-ville a-t-il été conduit à protester contre les projets municipaux pour la zone d'aménagement concerté (Zac) du quartier Saxe-Paul Bert. Cette zone, qui prolonge le centre directionnel de la Part-Dieu, est composée de logements anciens habités par tout un petit peuple d'ouvriers, d'artisans et par une population âgée. Autant de gens que la municipalité, par son projet, rejettera dans les cités dortoirs de la banlieue est de Lyon où se préparent les bidonvilles de demain. Population indigne, sans doute, de côtoyer celle des buildings et des tours de la Part-Dieu, ce quartier « des affaires » Mieux vaut probablement pour le maire de Lyon livrer la Zac aux promoteurs, qui bénéficieront de tous les investissements collectifs desservant la Part-Dieu, plutôt que de réaliser ce que demande le P.s. : remembrer le quartier en sauvant le plus grand nombre d'immeubles anciens et en construisant des habitations à loyers modérés sur un terrain qui, pour les deux tiers, appartient aux Hospices civils de Lyon.

La décision sera prise le 31 mai au niveau politique le plus élevé par le ministre de l'Equipement, Robert Galley. Selon Delfante, urbaniste en chef de la Communauté urbaine de Lyon, cette version sera « conforme à la ligne de la nouvelle politique gouvernementale et préservera les intérêts des gens du quartier et de la collectivité ».

Faut-il croire que l'action entreprise par les comités de locataires et par les partis de gauche n'aura pas été vaine ?

R. B.



changer la vie quotidienne

LES 20 ANS DU PLANNING

C'est une place dans la lutte « pour une société socialiste, en rupture avec la société capitaliste » qu'a revendiquée le Planning familial, lors de son congrès, samedi et dimanche dernier. Le Mouvement ne veut pas être ramené à un regroupement de « spécialistes sexuels », mais au contraire se donne pour tâche de former le plus possible de relais (dans les associations, les institutions, les syndicats...) capables de relier les questions de sexualité à l'ensemble de la « vie à changer » — tout le contraire de la politique de l'actuel Pouvoir dépolitisant la sexualité et la renvoyant vers les « sexologues ».

Cette volonté de ne jamais mettre la sexualité « à part » s'est, ainsi, manifestée dans la priorité donnée au secteur entreprises du Planning, qui par ailleurs a fait agréer à ce jour 14 centres d'orthogénie (plus 5 en cours d'agrément).

Par l'intermédiaire d'Irène Charamande et François Dupuy, le Parti socialiste était représenté à ce congrès du 20e anniversaire du Planning. Participation qui faisait logiquement suite à la rencontre officielle entre les deux organisations le mois dernier.

VOILE AUTOGEREE

La voile autogérée, ça existe. A l'île d'Yeu, le Centre autogéré de voile et d'animation locale (Caval) vient de se créer. Ils sont une centaine de moniteurs, de 18 à 25 ans, qui ont accepté de donner 1 000 F chacun pour constituer le capital du Centre. Auparavant, ils travaillaient pour une association de loisirs fondée il y a 15 ans par le diocèse du Jura.

« Nous n'en sommes pas arrivés là de façon théorique, explique le jeune président du Caval, Alain Griffond. Nous avons évolué à partir de notre expérience en matière de pédagogie et d'éducation ». Buts de cette initiative : permettre aux petits groupes constitués au cours des stages de voile de se prendre en charge. Partager le pouvoir, même financier, entre tous les membres de l'association. Animer la vie culturelle de l'île au cours de l'année, ce qui est possible grâce aux liens que moniteurs et habitants ont réussi à tisser.

« C'est notre projet éducatif qui nous a amenés à une vision plus politique, note Griffond. Et l'important c'est que notre expérience a pu naître et vivre grâce à notre solidarité ». Aucun des moniteurs qui participaient au centre nautique n'a manqué à l'appel. Tous ont accepté de travailler quinze jours cet été gratuitement. « Ce n'est pas du bénévolat : nous participons à quelque chose que nous avons financé. »

PARIS : QUELLE RENOVATION ?

Locataires précaires depuis 1942, les commerçants et artisans de l'îlot 16 se groupent aujourd'hui pour lutter contre la spéculation. L'îlot 16, c'est un de ces 17 quartiers déclarés insalubres en 1919, à la limite du Marais, entre le quai de l'Hôtel-de-Ville et la rue du Pont-Louis-Philippe.

« Grâce à nous, le quartier n'est pas mort », disent-ils. Le préfet de Paris a décidé de restaurer l'îlot en 1970. Il en a confié la réalisation à la Régie immobilière de la Ville de Paris (R.i.v.p.). Et, sans aucune concertation, la R.i.v.p. a décidé de doubler les baux, voire de les tripler. En demandant, qui plus est, un « pas-de-porte » destiné à financer un fonds de restauration. « Pourtant nous avons déjà fait des efforts personnels,alors que la Ville de Paris restait propriétaire », disent les commerçants.

Au-delà des problèmes particuliers et des droits moraux qu'ont acquis ses habitants en plusieurs décennies de présence, l'îlot 16 pose plusieurs questions. Le manque de concertation, d'abord, qui permet à la R.i.v.p. de se comporter comme en terrain conquis sans prendre l'avis de personne, pas même du Conseil de Paris. Ensuite, c'est un problème de choix politique, ainsi que le souligne Daniel Benassaya, conseiller socialiste : « Le taux de dépopulation du centre de Paris atteint 40 %. Il ne suffit pas de dire : nous sommes contre la dépopulation. Il faut aussi aider ceux qui ont permis à un quartier de rester vivant ».

Ensuite, il faut clairement dire que la rénovation de ces quartiers ne doit pas se faire dans un but spéculatif, ce qui pour l'instant semble être le cas.

Une réunion de travail entre les différents partenaires (habitants, R.i.v.p., Conseil de Paris, administration) serait donc très profitable, ainsi que l'ont proposée les conseillers socialistes et radicaux de gauche. La balle est dans le camp du préfet. Quant aux intéressés, ils le disent tout net : « Nous refusons de payer les prix exorbitants qu'on nous demande ».

LE RAYONNEMENT DU VELO

« Des vélos, pas d'autos ». Ce cri de guerre pacifique a été poussé par près d'un millier de manifestants à Paris. C'était, l'autre samedi, la troisième ronde à vélo organisée par le Mouvement de défense de la bicyclette.

A Clermont-Ferrand, les amoureux de la petite reine ont eux aussi enfourché des cycles plus ou moins hétéroclites, après un pique-nique sur la place de Jaude et une distribution de tracts réclamant l'interdiction du centre de la ville aux voitures.

« RENTABILISER » LES EDUCATEURS ?

A Apt, dans le Vaucluse, les éducateurs de l'Adapei (centre pour l'enfance inadaptée) ont dépassé la quatrième semaine de grève. A l'origine du conflit : deux licenciements pour « faute grave » d'un éducateur et du médecin-psychiatre de l'établissement.

Derrière ces licenciements se cache un problème général : la politique de rentabilisation des secteurs de santé. C'est aussi contre ses conséquences sur la qualité des soins que se bat l'ensemble du personnel à Apt.

La direction de l'Adapei a adopté la tactique classique des patrons de choc : lock-out et refus d'ouvrir les négociations ; campagne de dénigrement et pressions sur les parents ; tentative pour casser la grève en organisant le gardiennage des enfants par un personnel non qualifié.

Mais la grève se poursuit et un mouvement de solidarité commence à s'étendre à tous les centres du Vaucluse et de la région méditerranéenne. Le P.s., la C.g.t. et la C.f.d.t. appuient le comité de soutien constitué dans la région.

LES COMITES DE QUARTIER SE REGROUPENT

Un Carrefour national des comités de quartier vient de voir le jour (24, rue Montgraud, 13006 Marseille) à la suite de la première réunion à Paris des organisations d'associations d'habitants des grandes villes. Les cités de Lyon, Grenoble, Marseille, Orléans, Rouen, Paris, Nancy et Strasbourg étaient représentées. Ensemble, ces organisations ont mis au point un statut de la participation à la démocratie locale.

Les associations demandent à avoir accès aux dossiers. Elles veulent qu'on leur reconnaisse un droit d'initiative pour présenter leurs suggestions et leurs projets. Pour que l'information puisse se faire à la base, des salles de réunion devraient être laissées à la disposition des comités de quartier. Enfin, les associations souhaitent participer à la gestion des équipements en exerçant un droit de contrôle sur la réalisation des projets.

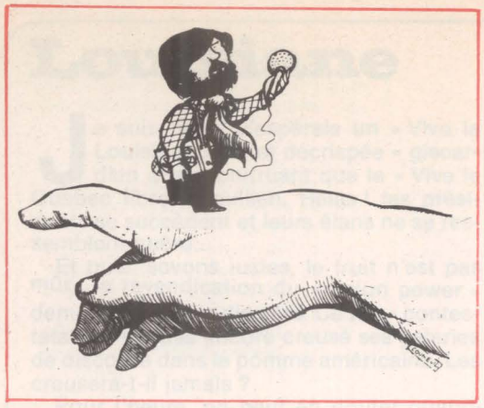
Le problème majeur reste celui de la représentativité de ces associations. Quelques critères pour cela, les plus larges possible : associations à but non lucratif et d'intérêt général, activités déjà entreprises, « rayonnement auprès du public ». On est loin du projet voté par les députés qui reconnaît seulement les associations déclarées d'utilité publique !

UN SERVICE MILITAIRE « ÉCLATÉ »

Le projet de loi de programmation militaire dont vient de discuter l'Assemblée accentue, selon la Fédération Léo-Lagrange, le caractère sélectif du service militaire.

« Alors qu'en Allemagne fédérale, le service est universel (ouvert à tous) mais de moins en moins obligatoire (statut très large de l'objection de conscience, choix de plus en plus libre entre le service armé et des activités sociales), en France il risque de rester tout à fait obligatoire pour certains (parmi lesquels les objecteurs non reconnus) mais de moins en moins universel », remarque la Fédération.

Si l'on veut concilier les réalités démographiques avec les besoins numériques des armées, sans oublier que selon les affectations la durée optimale de présence n'est pas la même, plusieurs réponses sont possibles. La Fédération Léo-Lagrange s'est provisoirement arrêtée à la formule du « service éclaté » : dans le cadre d'une obligation militaire fractionnée en courtes périodes, l'ensemble des citoyens participe à l'une des missions de défense : la couverture générale du territoire ; les autres missions sont confiées à des volontaires, dont la majorité sert sous contrat court (de un à quatre ans), une minorité étant véritablement « de carrière ».



LES ENTRETIENS DE « L'UNITE »

Roger Siffer: "Les Alsaciens sont-ils les derniers Indiens d'Europe?"

Un vendredi soir à Strasbourg. Il y a un peu plus d'un mois. Une vieille maison à la lisière de la ville, près d'une douce rivière. Il est bientôt minuit. A l'intérieur, c'est l'agitation : « Allo, le studio ? Tu me fais un appel ? » Dans quelques instants, en direct de la capitale alsacienne, va démarrer Studio de nuit, l'émission de Maryse et Jean-Louis Foulquier. Il est minuit ; les informations : « Branle-bas de combat à Beyrouth... » Et la suite. Une musique d'indicatif ; et une voix enchaîne sur le flash : « Nous sommes là jusqu'à 3 heures du matin, en compagnie de Roger Siffer et de ses amis ». Nous sommes précisément chez Roger Siffer au milieu des poètes et des musiciens, des chanteurs et des peintres. Tous s'entassent comme ils peuvent dans une pièce trop étroite, se calent entre une vieille armoire et un lit campagnard, entre un technicien de France-Inter et des rayonnages placardés de cartes postales cocardières et d'images pieuses dérisoires. Dans ce décor ironique d'une Alsace d'Epinal, l'Alsace vivante, jeune et renaissante, va se faire entendre longuement pour la première fois sur une chaîne nationale. Après la radio, ce sera la télévision : F.r. 3 — Alsace a passé l'après-midi à enregistrer un récital de Roger Siffer ; on peut espérer une diffusion prochaine. Après des années de silence doucement méprisant, les programmateurs de radio et de télévision doivent se rendre à la réalité : l'Alsace revendique désormais son identité, son droit à la différence ; comme le Pays basque, comme l'Occitanie, comme la Bretagne et comme la Catalogne. Et les Alsaciens se sont trouvés un troubadour : Roger Siffer. Certains l'ont même surnommé « le libérateur de l'Alsace ». Voyons cela de plus près.

L'UNITE : Comment êtes-vous devenu cette conscience et ce symbole de l'Alsace renaissante ?

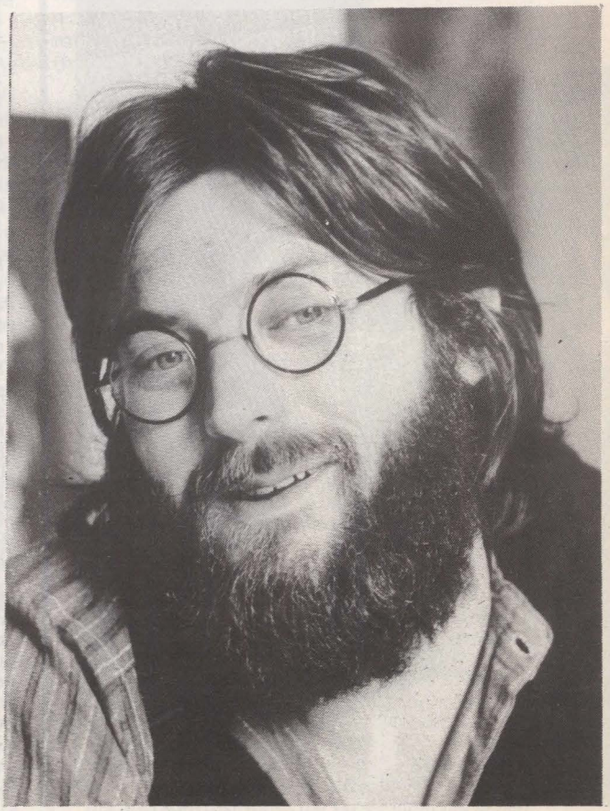
ROGER SIFFER : Oh ! ça s'est fait très lentement. Très insidieusement. Il n'y a pas eu pour moi de découverte historique brutale, comme ce fut le cas pour mon ami occitan Marti en 1968. J'ai commencé à chanter en alsacien tout à fait accidentellement. Je vais vous dire comment. Mais avant, il me faut procéder à un petit retour en arrière... Dès mon enfance, comme tous les gosses alsaciens de ma génération — je suis né en 1948 — j'ai subi un admirable lavage de cerveau. On n'a pas cessé de me vanter les mérites de la culture française, les beautés de la langue française... On m'a appris que la France c'était la République, la Liberté, la Démocratie avec des majuscules. Je n'ai pas rencontré un Alsacien qui ne fût fier de parler français. Pour tous, le dialecte alsacien était une honte, une tare de la nature qu'on gardait uniquement pour la vie familiale. A l'école, il fallait parler français. La langue publique, c'était le français. A Villé, mon village natal, seuls les fils de paysans osaient parler entre eux de football... en alsacien. J'ai fini par renier ma langue maternelle qui avait des consonances trop germaniques, d'après ce qu'on m'avait patiemment expliqué. J'ai tué mon alsacien en arrivant en ville. Au lycée, j'ai décrété que j'étais un pied-noir natif de Blida. J'avais tellement d'admiration pour ces garçons débrouillards et dégourdis qui arrivaient d'outre-mer à ce moment-là ! Autant dire que j'avais peu de chance de me sentir alsacien un jour. J'aurais alors éclaté de rire au nez de celui qui m'aurait affirmé qu'un jour je revendiquerais mon « alsacianitude ».

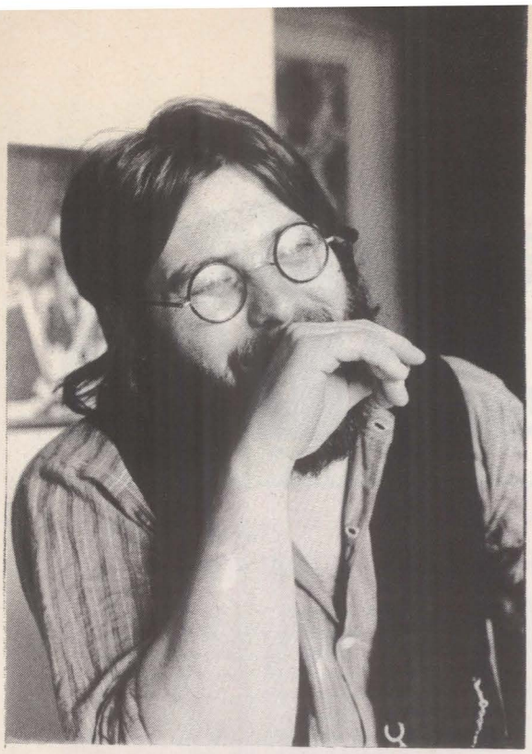
J'étais devenu un bon lycéen français, passionné de musique de jazz et de rock and roll, fou de Léo Ferré et de Boris Vian, admiratif de Jean-Paul Sartre. C'est dans ces dispositions que je suis devenu étudiant. En faculté, j'ai vécu en dilettante un mois de mai 1968 très tricolore. J'étais peu remarquable entre les autres. Une seule chose me distinguait : je faisais partie d'un petit groupe où l'on peignait et chantait. On avait Magny, Ferré, Bruant et nos compositions à notre répertoire. On se retrouvait dans les bistrots de Strasbourg où, avec nos chansons et notre musique, on attirait beaucoup de clients. Les patrons nous laissaient faire, leur tiroir-caisse ne s'en plaignait pas. Nous avions un hymne que nous « balancions » très fort sur deux accords et qui nous servait à nous lancer dans des improvisations, après quelques blues et boogies. Cet hymne était une gentille grivoiserie de Jacques Prévert : « La quéquette à Jésus Christ / N'est pas plus grosse qu'une allumette / Il s'en sert pour faire pipi / Vive la quéquette à Jésus Christ ». Un jour — j'étais un peu « parti » — j'ai enchaîné sur Prévert une comptine alsacienne. C'est un truc enfantin qui sert à faire dessiner un petit bonhomme aux mômes. Je traduis approximativement : « C'est un enfant qui va chez madame Mayer ; il demande deux œufs et ça fait les yeux ; une carotte et ça fait le nez ; une banane et ça fait la bouche ; enveloppez-moi tout ça, ça fait la tête ; un kilo de choucroute et ça fait les cheveux ; deux figues ça fait les oreilles ; une motte de beurre ça fait le cou ; un pain rond ça fait le ventre ; deux manches à balai ça fait les bras ; le tout pour 66 francs, ça fait les pieds. » Voilà ce que j'ai chanté pour la première fois en public en alsacien.

— Ce n'était pas très décisif...

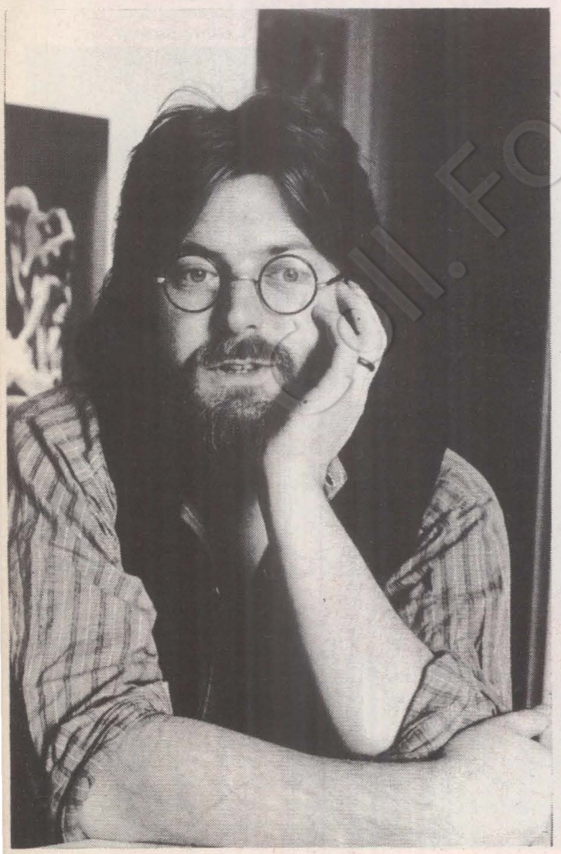
— Non, pas immédiatement. Mais ça a tellement fait rire le groupe que j'ai récidivé. C'est le côté alsacien. La comptine aurait pu être en péruvien ou en guatémaltèque. Mais elle était en alsacien... J'en ai ajouté d'autres, moins surréalistes, mais plus provocantes, parce que remplies de mots scatologiques. J'ai tant et si bien cherché que je me suis retrouvé avec ma première chanson alsacienne : une enfilade d'une trentaine de comptines. Nous étions en 1969. Dans les bistrots et les restaurants, nous faisions la manche. Michèle chantait Magny, Mémel ses chansons, moi Bruant ; et, ensemble, nous chantions à trois voix de vieilles ritournelles françaises : « Le roi Renaud », « Compagnons de la Marjolaine », etc. Tout à trac, dans une pizzeria, j'ai lancé ma chanson alscienne. Le silence s'est fait. Personne n'a ri. Etais-je un provocateur ? Me moquais-je des Alsaciens ? Les clients ne savaient comment prendre la chose : j'avais une bonne allure de garçon-français-à-cheveux-longs-d'après-Mai 1968... Ils ont hésité. Et puis ils ont explosé : j'avais osé lâcher dans le domaine public la langue privée.

L'événement s'est su très vite. J'entrais dans un endroit ; aussitôt, on nous réclamait de table en table ; on nous payait à boire ; on nous apprenait









des comptines : j'ai aujourd'hui chez moi une pleine valise de petits bouts de papier et de ronds de bière où j'ai noté ces comptines ; on nous repayait à boire. Ce n'était plus possible. Je n'étais pas un tonneau ! J'ai dû arrêter de faire la manche.

— Vous vous êtes alors mis à parcourir l'Alsace...

— Cela s'est passé entre 1969 et 1971. Je suis peu à peu devenu alsacien. De village en village, de fête en fête. Mais ce ne fut pas très euphorique. Les enfants seuls me réjouissaient : mes airs faciles à retenir et les onomatopées des comptines les enchantaient. Le reste du public n'était pas celui que je souhaitais : seules les personnes d'un certain âge aimant les grosses blagues alsaciennes et les mauvaises pièces humoristiques de Radio-Strasbourg, seule la droite s'intéressaient à moi. Mais les jeunes de mon âge et la gauche dans son ensemble se moquaient complètement de ce que je pouvais faire, parfois m'attaquaient durement.

Il est vrai qu'à l'époque je ne savais pas très bien ce que pouvait être la culture populaire. Mes idées étaient floues sur ce point. Mais je savais très bien par contre que mon public d'alors n'aimait que la gaudriole et les « trou la la itou » ; qu'il n'écoutait jamais la seconde face de mes premiers disques, là où étaient mes chansons de dénonciation. Il est vrai que je ne tenais pas un discours politique direct ; mais je voyais très bien ce que la droite n'acceptait pas ou conspuait : les chansons où je dénonçais le béton qui enlaidit l'Alsace...

— Aujourd'hui, pourtant, on vous appelle « le libérateur de l'Alsace ». La situation doit être plus claire pour vous. La gauche vous soutient désormais, non ?

— Je n'aime pas beaucoup ce laurier exagéré. J'ai servi de détonateur, c'est vrai. Mais ce n'est pas moi qui ai semé la poudre. De toute façon, l'explosion aurait eu lieu. Même sans moi. Parce qu'on avait trop souvent essayé de culpabiliser les Alsaciens à propos de leur langue, on leur avait trop souvent dit que leurs gutturales avaient des relents de nazisme. Il fallait qu'un jour ils se débarrassent de ce complexe. Ils l'ont fait rapidement. Entre 1971 et 1972, mon premier 33 tours s'est vendu à 40 000 exemplaires. La gauche ne pouvait plus m'ignorer. Les communistes ont tout de suite vu le public que je pouvais amener en nombre dans leurs fêtes : ils m'ont programmé. Les gauchistes ont été plus longs à la détente : le correspondant de « Libération » à Strasbourg a écrit un article sur moi qui a mis huit mois à paraître, qui n'est finalement passé que parce que les Occitans du journal ont décidé de le glisser dans leur rubrique hebdomadaire ; la rédaction parisienne, s'est sentie atteinte : elle a publié le papier sans le surtitre occitan. Dans ces deux cas — au Parti communiste comme chez les gauchistes — le frein était manifeste : un ultime réflexe jacobin. Un autre réflexe a joué : l'Alsace n'était jusqu'alors guère intéressante pour la gauche ; il y avait peu de grèves ou de formes de résistance d'un autre ordre ; les Alsaciens votaient à droite, très à droite...

Le Parti socialiste a pris le train en marche de façon intelligente. Comprenant le combat que menait la nouvelle culture alsacienne, il l'a soutenu. Et il en a tiré des conclusions : on a vu, aux présidentielles de 1974 et aux dernières élections cantonales, des affiches du P.s. rédigées en alsacien. C'est le signe d'une profonde prise de conscience de l'identité alsacienne.

— Y a-t-il d'autres signes ?

— Oui, puisque l'Alsace commence à voter nettement plus à gauche. Oui, puisque la gauche commence à se poser des questions à propos de l'Alsace, à ne plus considérer les Alsaciens comme des bâtards de nazis. Oui, parce que des luttes ont été menées, notamment contre des centrales atomiques et contre l'installation d'une usine de plomb sur les bords du Rhin, côté français. Oui, parce que les Alsaciens ont commencé à dire « non ». Oui, parce qu'il n'y a pas que moi : il y a désormais une renaissance culturelle alsacienne, riche et variée.

— Avez-vous quelques exemples de cette renaissance ?

— De nombreux jeunes poètes ont surgi. Il y a ceux qui parlent « des belles petites fleurs dans de belles petites maisons », certes. Mais il y a surtout ceux qui écrivent maintenant une poésie de combat. Si l'on prend l'exemple d'André Wekmann, c'est probant : jusqu'à l'explosion récente, c'était un poète doux et lyrique ; il vient de publier chez Oswald un recueil très violent : « Fonse ou l'éducation alsacienne » ; il a également fait paraître en 1975 « Schang d sunn schint schun lang » dans lequel il nous apostrophe durement : « Nègre, parle en blanc parce que c'est chic ! » Le nègre, c'est l'Alsacien ; le blanc, c'est la langue française. Un tel ton est tout à fait nouveau en Alsace.

Il y a aussi ce poème que vous avez pu entendre chez moi, lors de Studio de nuit ; un poète décrit le carnaval avec son « char de 2 000 morts, avec les enfants qui crèvent de faim... » Ce carnaval, c'est la vie, bien sûr.

Il y a d'autre part une vingtaine de chanteurs. Qui chante comme Brassens, qui comme Ferré, qui fait de la pop, qui du folk, qui du « blue grass », qui du rock and roll : tous le font en langue alsacienne. A quoi s'ajoute le redémarrage de styles picturaux totalement alsaciens : la peinture traditionnelle sur verre, les vœux de baptême et la polychromie sur les meubles. Et le cinéma. Car le cinéma alsacien vient de naître. Le premier film alsacien en 16 mm est sorti. Son titre : « La marraine ». Il raconte l'histoire d'un type qui arrête son métier en ville, revient à la terre, loue la propriété de la marraine et la cultive. On y voit évoluer le fils de la marraine qui vit en ville, devient promoteur et tente de racheter les terres de sa mère pour en faire des lotissements à bâtir. On y voit un curé footballeur qui offre des cigarettes aux gosses sur le stade et épouse la cause alsacienne. On y voit un maire qui accepte de débaptiser les rues qui portaient un nom alsacien : la rue des Chèvres devient la rue De-Lattre-de-Tassigny. Et l'on voit la maréchale de Lattre de Tassigny inaugurer la 2 000e rue à la gloire de son mari en Alsace.

Dans ce film, je chante la chanson « Alsace à vendre ». A chaque projection, elle est reprise en chœur par les spectateurs. Ce qui prouve que le patriotisme jacobin perd du terrain. Maintenant, les gens veulent être enracinés. Ils revendiquent le droit à la différence. Ils désirent qu'on sache qu'ils sont de quelque part. Dans la longue liste des minorités, après les Basques et les Catalans, après les Occitans et les Bretons, les Alsaciens ne veulent plus être le petit « etc. ».

— Ne craignez-vous pas de passer pour un passéiste ?

— Oh ! que de fois n'ai-je pas entendu cet argument ! Un de nos écrivains avant-gardistes, René Ehni, dit en manière de boutade : « Je hais la phrase « Du passé faisons table rase »... » Il veut simplement dire que c'est idiot de vouloir à tout prix rayer tout le passé. Pour nous, Alsaciens, le passé — une partie du passé — nous donne une identité. Est-ce être passéiste que dire ceci : les fêtes ont été supprimées, les travaux collectifs aux

Louisiane

LA DERNIÈRE BATAILLE DU FRANÇAIS

Je suis déçu. J'espérais un « Vive la Louisiane libre et décrispée » giscardien aussi tonitruant que le « Vive le Québec libre » gaullien. Hélas ! les présidents se succèdent et leurs élans ne se ressemblent guère...

Et puis, soyons justes, le fruit n'est pas mûr : la revendication du « Cajun power » demeure plus que discrète. Ce ver « contestataire » n'a pas encore creusé ses galeries de discorde dans la pomme américaine. Les creusera-t-il jamais ?

Pour l'heure, on peut en douter quand, dans sa belle et antique demeure de Breaux-Bridge (aux environs de Lafayette), Jeanne Castille, qui connaît mieux que quiconque l'Histoire et la sensibilité de ses semblables cajuns, n'hésite pas à proclamer sa fierté d'être « une Américaine loyale » et sa volonté de célébrer avec tous ses compatriotes le déjà trop fameux bicentenaire — au fait, que pensent les Indiens de cet anniversaire ?

Pourtant, aucun doute. Les 800 000 Cajuns regroupés aujourd'hui dans le sud-ouest de la Lousiane — le long des « bayous » marécageux à la végétation exubérante — ont échappé en partie au laminage du « melting-pot », c'est-à-dire au grand brassage ethnique et culturel américain.

Malgré la « cocacolamanie », ils forment aujourd'hui une communauté qui a réussi, jusqu'à présent, à conserver une certaine identité en développant au fil des siècles « un sentiment aigu de différence ».

Une identité dont les signes particuliers sont le passé, la religion et la langue.

Chez les Cajuns, la référence au passé est constante. Elle traduit leur souci d'affirmer leur identité en évoquant un passé commun antérieur à l'existence même des Etats-Unis auxquels ils appartiennent désormais. La mémoire collective cajun a conservé vivace le souvenir des pérégrinations du passé : origines françaises, et rurales, séjour en Acadie au Canada, déportation par les Anglais au XVIIIe siècle de ceux qui entendaient rester fidèles à la France et à leur religion... Une religion catholique dont, de ce fait, la pratique demeure aujourd'hui rigoriste.

Le français que l'on entend en Louisiane est à l'image du peuple qui le parle. C'est ce que l'on appelle là-bas un « jambalaya », c'est-à-dire un mélange. Il s'est en effet enrichi de divers apports et a subi l'influence des Indiens et des Noirs. Au vieux français sont venus s'ajouter des mots espagnols, et, surtout, anglo-saxons. Et Jeanne Castille remarque sans vergogne : « Quelquefois, nous parlons anglais en français ; et quelquefois aussi nous parlons français en anglais... »



Le marché français de La Nouvelle-Orléans.

De plus, transmise oralement de génération en génération, cette langue a assimilé les mots issus de l'imagination fertile de ses utilisateurs. Et il en fallait pour appeler une grenouille un « oua-oua-rond » et un moustique un « maringouin » ! Enfin, les images qui nourrissent le français de Louisiane et l'accent qui l'irrigue font parfois regretter aux Français que l'école ici impose l'usage d'une langue aseptisée.

Cependant, l'environnement anglo-saxon dans lequel ils vivent a, peu à peu, contraint les Cajuns à parler aussi anglais. Et, aujourd'hui, les anciens parlent mieux français que les jeunes.

Depuis quelques années, le Codofil (Conseil pour le développement du français en Louisiane) fait des efforts pour promouvoir le français en Louisiane. Je sais un jeune Cajun qui déclame à la perfection Verlaine et Ronsard avec un savoureux accent. Mais connaît-il les richesses de sa propre langue, des légendes, des contes de Louisiane ? Ne vaudrait-il pas mieux qu'il préfère au français de France la verdeur de celui de ses ancêtres ? Va-t-on rééditer là-bas les erreurs qui ont failli tuer les langues régionales de l'hexagone ?

« Pour le français en Louisiane, c'est la dernière bataille », affirmait devant nous le consul général de France à La Nouvelle-Orléans et l'écho, par le biais des panneaux qu'oppose le Codofil, lui répondait : « Le français à présent ou jamais ! », ou : « L'école a détruit le français, l'école doit le restaurer », ou encore : « L'homme qui parle deux langues vaut deux hommes »...

L'envoi en Louisiane d'enseignants français, porteurs d'une langue académique et écrite, est peut-être le seul moyen de perpétuer l'existence du français sous cette latitude mais c'est aussi, à coup sûr, la meilleure manière de le vider de son originalité.

JACQUES ERWAN

Jacques Erwan consacrera trois émissions de radio d'une heure à la Louisiane sur France-Musique : les 1er, 2 et 3 juin à minuit.

---

champs aussi, les gens sont isolés dans leur H.l.m.-clapier ou devant leur téléviseur, les gens ne se retrouvent plus que le dimanche à la sortie de l'église ; est-ce être passéiste que constater ce phénomène social ? Est-ce être passéiste que dire que le progrès technologique n'est pas toujours facteur de bonheur ? Car le progrès, ce n'est pas seulement la pénicilline, la Sécurité sociale et les congés payés ; c'est aussi les cadences, le travail à la chaîne, etc. Peut-on tenter de résorber le chômage en construisant une usine sans se demander si cette fabrique n'est pas un engin de mort ? Qu'on me permette un petit pied de nez : si Marx revenait serait-il satisfait et fier de toutes les conséquences de la révolution industrielle ?

— Pour quelqu'un qui s'est trouvé une identité et des racines, vous devriez être plus optimiste...

— J'ai écrit une chanson en trois strophes. Elle dit : autrefois il paraît que l'Alsace était belle, aujourd'hui elle est malade, demain elle sera morte. C'est un cri d'alarme. On va bientôt nous reconnaître, nous concéder une identité, c'est exact. Mais n'est-ce pas déjà trop tard ? Ne sommes-nous pas les derniers Indiens d'Europe ? Si on nous reconnaît différents, ne va-t-on pas nous mettre dans une réserve ? Demain il y aura peut-être quelques lopins de terres avec de vrais Alsaciens dessus, qui parleront la vraie langue alsacienne : un car de touristes arrivera, on leur montrera ces beaux spécimens en leur distribuant des chopes de vraie bière alsacienne.

Militer pour une Alsace socialiste est sans doute la solution. Mais je pose une question : peut-on aujourd'hui appeler à militer pour un Empire romain socialiste ? Je réponds : non, puisque l'Empire romain n'existe plus. Ce qui hiérarchise les urgences : si l'on veut demain une Alsace socialiste, il faut d'abord se battre pour que l'Alsace existe. Ce qui n'est pas encore très évident : une récente circulaire de l'Education nationale autorise les enseignants à employer les langues vernaculaires avec leurs élèves dans certaines conditions. Je traduis : il s'agit des langues des minorités ethniques. Sur la liste des langues vernaculaires « autorisées » par le ministère figurent : le basque, le breton, l'occitan, le catalan, et le corse. Mais pas l'alsacien !

Propos recueillis par
JEAN-PAUL LIEGEOIS

Discographie de Roger Siffer : Quatre 33 tours : « Folling Song » (Prodisc PS 3725 B) ; « Mine G'Sang » (Prodisc PS 37221 B) ; « Kandiratong ? » (Prodisc PS 37 341 B) ; « Alsace à vendre » (Productions Roger Siffer 54 056). Tous ces disques sont distribués par Wea-Filipacchi Music.

Au risque de vous plaire



Cinéma

*** Gene Kelly : Hollywood, Hollywood.**

C'est la suite de « Il était une fois Hollywood ». Peut-être un peu moins riche en morceaux époustouflants, sans doute plus varié, en revanche, dans les registres utilisés et les procédés (montages de citations). Peu importe : un gros morceau de plaisir à déguster bien frais.

*** Orson Welles : Une histoire immortelle.**

Enfin cette œuvre de 1968, qu'on n'a vue qu'à la télévision, arrive sur grand écran et dans la palette complète de ses couleurs. Fascinant...

Et puis, du même, une reprise importante du circuit Action, 29 ans et toutes ses dents : « La dame de Shanghaï ».

*** Walerian Borowczyk : Histoire d'un péché.**

Tourné en Pologne par l'auteur des « Contes immoraux », un mélodrame dont le XIXe siècle fut abreuvé : le récit des malheurs et servitudes d'une demoiselle de bonne famille qui se vautra dans le péché par amour. Un érotisme glacé, admirable.

*** Dick Richards : Adieu ma jolie.**

Pour se replonger dans l'univers (fidèlement reconstitué) des romans policiers de Chandler, voir évoluer une Lauren Bacall réincarnée sous les traits de Charlotte Rampling, et discuter des mérites respectifs de Bogart, d'Eliott Gould ou de Robert Mitchum dans le rôle du célèbre privé Philip Marlowe.

*** Armand Mattelard, Jacqueline Meppiel, Valérie Mayoux : La spirale.**

Pour expliquer comment et pourquoi Allende fut assassiné, pour retracer l'histoire du gouvernement de l'Unité populaire au Chili et analyser sa politique, personne n'avait fait mieux. Histoire d'une révolution ratée ou d'une contre-révolution réussie, ce film au montage subtil et didactique s'avale comme un sorbet (politisé) malgré ses deux heures et demie.

*** John Cassavetes : Une femme sous influence.**

Des cris, des larmes, une anxiété, des coups de gueule... La fêlure d'une femme qui ne peut plus jouer les rôles que la société lui a appris et qui sent l'amour s'effilocher sans qu'elle ni son mari n'y puissent rien. Un film qui n'explique rien : la caméra de Cassavetes traque les comportements, fouille à l'intérieur des gens... Un grand film.



Spectacles

*** Bourges : 6e Festival de musique expérimentale (du 28 mai au 13 juin)**

« Jardin d'hiver » de Clozier, le 28 mai. « Les Psiens » du groupe Delta Phi, le 29 mai. Journée française de l'électroacoustique, le 30 mai. L'ensemble I.C.E. des Pays-Bas, le 1er juin. « Musiques et bosquets », le 2 juin. Le « New Music concerts Ensemble » du Canada, le 3 juin.

*** Toulon : 26e Festival de Musique (jusqu'au 16 juillet).**

Un concours international de trompette ; Poulenc, Mozart, Liszt et Schumann au piano ; en attendant Mstislav Rostropovitch, le 10 juin.

*** Tournée du « T.p.e. Circus » dans le Nord (Jusqu'au 14 juillet).**

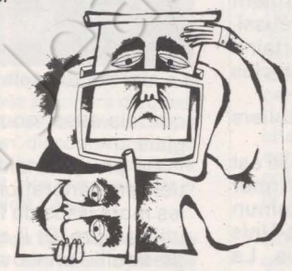
Le Théâtre Populaire des Flandres, installé à Lille, organise « une série d'animations et de spectacles sous chapiteau » dans le Nord. Le chapiteau reste au moins trois jours dans chaque ville et présente : « Le cirque imaginaire de Jean-Baptiste Thierrée et Victoria Chaplin », une comédie burlesque, un orchestre et le chanteur Henri Tachan. A Chauny jusqu'au 28 mai. A Albert les 29, 30 et 31 mai. A Douai les 1er, 2 et 3 juin. A Lille du 4 au 13 juin.

*** Abbaye de Royaumont (Asnières-sur-Oise) : 27e saison musicale (jusqu'au 5 juin).**

Brahms, Debussy, Bartok et Stockhausen au piano et aux percussions, le 29 mai. Beethoven, Liszt, Debussy et Messiaen au piano, le 5 juin.

*** Epinay-sur-Seine : 4e Festival international de folklore (les 28, 29, 30 et 31 mai).**

Des ensembles de musique et danse de toute la France : « La Bourrée » venue du Massif central, Les « Marcaires de la Vallée de Munster » des Vosges, les « Frontières de Bourg-Saint-Maurice» des Alpes et « Lou Ceii de Pau » des Pyrénées. Et de l'Etranger : Le « South Tyne Side Pipe Band » venu de Grande-Bretagne, le groupe « Citta di Erba I Bei » d'Italie, les « Coraules de Bulle » de Suisse et « L'ensemble Carpati » de Roumanie.



Télévision

VENDREDI 28 MAI

Au magazine Vendredi : « Le crédit », endettement des ménages et menues combines (20 h 30, F.r. 3).

Apostrophes, avec Maurice Duverger, Alexandre Sanguinetti, Bloch-Lainé : « Avez-vous le sens de l'Etat ? » (20 h 30, A2).

« Les hommes volants » : l'hommage du cinéaste William Wellman aux aviateurs du premier tiers du siècle (22 h 40, A2).

SAMEDI 29

« Don Carlo » de Verdi, par les chœurs et l'orchestre de l'Opéra du Rhin (20 h 30, F.r. 3).

Une interprétation intéressante (Darras, Christiane Minnazzoli) pour jouer Guitry : « Désiré » (20 h 30, A2).

Très attendu : « Sillages », de Georges Walter, Florence Verny et Maurice Frydland — un « autre regard » sur l'Amérique et sur la Chine (22 h 30, T.f. 1).

DIMANCHE 30

« L'événement le plus important depuis que l'homme a marché sur la Lune », un film de Jacques Demy : un bon postulat de départ (un homme « enceint ») contre l'inégalité des sexes (20 h 30, T.f. 1).

« La machine à dollars » : l'ère post-industrielle aux Etats-Unis, dans la série Bilan pour le futur (22 heures T.f. 1).

Un film inédit dans le cycle Frank Borzage : « Le cargo maudit », avec Clark Gable, Joan Crawford et Peter Lorre (22 h 30, F.r. 3).

LUNDI 31

Un script remarquable et Bogart pour sauver de l'extrême pesanteur « Ouragan sur le Caine », de Dmytryck — histoire d'un procès en Cour martiale (20 h 30, T.f. 1).

Par deux maîtres chroniqueurs des musiques populaires, Fléouter et Manthoulis : « Le tango au lever du jour » (22 h 30, T.f. 1).

MARDI 1er JUIN

Un instituteur, des enfants mythomanes : « Les risques du métier », d'André Cayatte (20 h 30, A2).

Très attendu : la 1ère émission de la série de Roger Pic sur « la Chine de Mao » (21 h 35, T.f.1).

MERCREDI 2

La captivante résurrection d'un héros : « Le diabolique Dr Mabuse », le dernier film de Fritz Lang, en 1960 (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 3

Soirée polonaise : musique, dessins animés... (20 h 30, A.2).

la nouvelle revue socialiste

N° 20 DOSSIER DEFENSE (PRIX 12 F)

Charles Hernu, vice-amiral Sanguinetti, Charles Bonhommet, Jean-François Dubos, Jacques Marceau...

ET LES RUBRIQUES :

Economie : Pierre Giraudier, Théorie : Pierre Bacot, Jean-Paul Sebord, Société : Yvette Roudy, Louis Mexandeau, Histoire du socialisme : Michel Paz, Culture : interview de Joris Ivens... Editorial : Maurice Benassayag...

N° hors série colloque de l'Iser (prix 15 F)

LE SOCIALISME DE 1958 A 1976

Avec les rapports et les interventions de : Colette Audry, Maurice Benassayag, Michel Berson, Jean-Michel Bichat, Roland Cayrol, Robert Chapuis, Jean-Pierre Chevènement, Daniel Forestier, Albert Gazier, Pierre Guidoni, Charles Hurtig, Jacques Jacquet, Claude-François Jullien, Gilles Martinet, François Mitterrand, Jiri Pelikan, Jacques Piette, Jean Poperen, Jean Pronteau, Philippe Robrieux, Roland Rosenvallon, Bernard Schreiner.

Directeur politique : François Mitterrand

Rédacteur en chef : Maurice Benassayag

La N.R.S., intellectuel collectif du P.s. fait aussi appel à des collaborations extérieures, ouvre des dossiers, formule la théorie du socialisme démocratique, mène la bataille idéologique, travaille à l'Union de la gauche, s'ouvre à la critique.

Chaque mois un dossier traité par les meilleurs spécialistes

Des rubriques fixes.

Abonnement spécial n° 20.

Pour recevoir avec le n° 20 le n° Colloque de l'Iser, abonnez-vous au prix de 85 F (1 an : 10 numéros) au lieu de 100 F.

N.R.S. 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

NORD OU SUD

(suite de la page 24)

socio-économique, unies à une profonde implantation de l'Eglise catholique dans le sud de l'Europe, avec tout ce que cela suppose au cours des siècles de conditionnement des mentalités, de conditionnement des attitudes de la classe ouvrière, surtout d'une classe ouvrière d'origine paysanne récemment incorporée au processus d'industrialisation, mais qui garde les réflexes d'un prolétariat rural marqué par l'influence de l'Eglise, tout cela influe sur l'existence de partis socialistes qui ne peuvent aspirer seuls à la prise du pouvoir politique, et sur l'existence d'une autre expression du socialisme — les partis communistes — fortement enracinés dans la classe ouvrière, et qui représentent 12, 18 ou 30 % de l'électorat. Peu importe le chiffre : à partir du moment où 10 % de l'électorat, c'est-à-dire une partie importante de la classe ouvrière, vote communiste, c'est une force réelle, dont il faut tenir compte, avec laquelle il faut s'entendre si l'on veut prendre le pouvoir politique et construire une alternative socialiste. C'est d'ailleurs en partie l'influence de l'Eglise catholique qui a facilité la croissance des partis communistes, pour des raisons idéologiques parfois difficiles à appréhender. Les mentalités d'une partie de la population ont été souvent celles d'un changement d'Eglise, d'adaptation d'une hiérarchisation à une autre hiérarchisation... Mais ce sont essentiellement les conditions socio-économiques, surtout dans les années 40, qui ont favorisé la croissance des partis communistes, comme partis qui, du point de vue de la classe ouvrière, donnaient une réponse plus ferme et plus tranchante à ses problèmes.

En définitive, nous constatons le phénomène historique d'une séparation, pour des raisons socio-économiques et politico-religieuses, entre le nord et le sud de l'Europe, et l'existence de partis socialistes et de partis communistes qui sont forts, qui d'une certaine façon se conditionnent mutuellement pour l'accès au pouvoir politique, et qui par conséquent doivent parvenir à un accord s'ils veulent prendre le pouvoir. C'est ce qui justifie une unité d'action et une unité de projet entre socialistes et communistes.

Il faut d'ailleurs aller au-delà des socialistes et des communistes, parce que l'Eglise a également donné naissance à une série de militants de gauche, dans un processus de radicalisation à la base, et ces militants doivent être intégrés au projet. Ils ne sont pas identifiables aux socialistes ou aux communistes même s'ils combattent avec les uns ou avec les autres. C'est un secteur qui a sa propre personnalité, qui est à l'origine de mouvements indépendants, syndicaux et politiques, comme il est arrivé en France pour la C.f.d.t., et dont il faut tenir compte. La Joc, l'Action catholique ouvrière, etc., sont des forces qui comptent, dans ce conglomérat socio-politique qui peut donner une base suffisante non pas seulement pour prendre le pouvoir, pour atteindre 51 % des voix, mais surtout pour avoir un pouvoir de dissuasion, ou de persuasion, ou de confrontation suffisant pour que, s'il se produit un pas décisif vers le socialisme, par la voie démocratique, la droite ne puisse pas provoquer une régression brutale du processus.

Je crois que dans le sud de l'Europe, même si par exemple un parti socialiste parvenait à avoir 51 % des voix, il pourrait difficilement se permettre le luxe de négliger l'existence d'autres forces progressistes, s'il veut vraiment marcher vers une société socialiste. Il ne s'agit pas seulement des 51 %. Il s'agit des 51 % et de la confrontation qui va se produire inévitablement avec les forces du capitalisme, lorsqu'elles verront que le processus devient irréversible. En réalité, il s'agit d'avoir une base socio-politique suffisante pour que la droite soit mise dans l'incapacité de renverser le processus par la violence, comme elle l'a fait au Chili et dans beaucoup d'autres cas...

C'est la racine des positions socialistes dans le sud de l'Europe qui marque une différence notable avec le Nord, même s'il y a des nuances importantes entre les divers pays du Sud : en France, le rôle du P.S. dans la réalisation de l'unité de la gauche est très clair. En Italie, ce rôle revient au P.c.i., mais ses efforts d'unité sont dirigés vers la Démocratie chrétienne plus que vers les socialistes. Quant à l'Espagne, nous venons de voir comment le problème se pose.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (75 F) ☐
— pour 1 an (130 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

☐

Date Signature

L'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux,

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

Socialisme européen

NORD OU SUD

Pierre Guidoni, membre du Bureau exécutif du P.S. publie cette semaine aux Editions Tema, un livre d'entretiens avec Felipe Gonzalez, secrétaire général du Psoe, sur « le socialisme en Espagne ». Nous en avons extrait, en bonnes feuilles la réponse de Gonzalez sur la position du Psoe à l'égard de l'Internationale socialiste et des différences entre les P.S. de l'Europe du Nord et ceux de l'Europe du Sud.

par Felipe Gonzalez



Felipe Gonzalez et Willy Brandt lors d'une réunion de l'Internationale socialiste.

Je crois que le problème est excessivement complexe, et peut-être plus encore pour nous, socialistes espagnols. L'Internationale socialiste, nous tous qui en faisons partie savons qu'elle a des problèmes de sclérose, qu'il n'y a pas de dynamique socialiste internationale qui réponde à des critères cohérents ou communs de tous les partis, même s'il y a un fond de solidarité morale entre tous ceux qui la composent, mais il n'y a pas de stratégie internationale du socialisme, ni une analyse des conflits au niveau international entre socialisme et capitalisme.

Pour nous, malgré tout, le socialisme espagnol est une exception. Nous sommes dans une situation très spéciale : la solidarité internationale avec l'Espagne est une arme politique importante. Simplement la solidarité avec l'Espagne. Ce qui ne doit pas nous empêcher d'avoir l'analyse critique nécessaire sur le comportement de l'Internationale.

Nous croyons qu'il faudrait trouver une voie pour qu'il y ait une stratégie commune du socialisme international, quelles que soient les nuances qui peuvent exister. Nous constatons aussi qu'il y a des différences entres les expressions du socialisme dans le nord de l'Europe et ses expressions dans les pays du Sud. Si nous voulions le dire de façon cynique, la différence fondamentale qu'on justifie ensuite idéologiquement est peut-être que pour la prise du pouvoir, dans beaucoup de cas — votre cas est un peu à part — quand on se rend compte qu'on a échoué par certains moyens, on cherche d'autres moyens pour rassembler les forces populaires suffisantes pour porter les socialistes au pouvoir.

Dans beaucoup de cas, on a superposé le raisonnement idéologique à cette constatation préalable. Le raisonnement idéologique n'aurait pas existé — et pourtant il me paraît très important qu'il existe — si les socialistes avaient eu 52 % des voix. 52 % pour les socialistes du Sud, ça mettrait fin à toute discussion sur l'unité de la gauche. Je crois qu'il faut le voir clairement, et reconnaître ce qui conditionne les bases idéologiques du socialisme dans le sud de l'Europe.

Qu'il y ait d'autres différences, c'est clair. Il y a d'abord des différences historiques, du point de vue du développement socio-économique.

Du point de vue socio-économique, les pays du Nord ont atteint un processus d'industrialisation très rapide, l'Allemagne a connu de très près l'expérience communiste, le mur a été un alibi pour le développement des positions social-démocrates et pour empêcher la croissance du communisme en Allemagne occidentale. Mais surtout le développement industriel, la création d'un « société de consommation », qui a permis la satisfaction de besoins matériels et un niveau de vie dans la classe ouvrière très en avance sur le sud de l'Europe, ont créé un conditionnement mental de la classe ouvrière elle-même et un mécanisme d'intégration à la société capitaliste qui a rendu les travailleurs moins exigeants. Avec des paradoxes difficilement explicables, même dialectiquement : par exemple, c'est nous qui préconisons toujours l'unité syndicale, comme un magnifique instrument de lutte. Et cependant c'est au nord qu'existe l'unité syndicale et au sud de la pluralité. Il faudrait l'expliquer, avec sérieux et avec rigueur. De même il est évident qu'il y a beaucoup plus de combativité et beaucoup plus de grèves en Italie qu'en Allemagne. mais la combativité n'a pas porté les forces populaires au pouvoir en Italie, et les a portées au pouvoir en Allemagne. Ce qui est aussi une contradiction. Pour les masses populaires allemandes, le projet politique de la social-démocratie allemande est plus acceptable qu'un autre ; il faut le constater comme un fait : la classe ouvrière s'est assimilé le projet politique de la social-démocratie, ou plutôt la social-démocratie s'est ajustée aux exigences de la classe ouvrière en un moment déterminé. Elle a su s'adapter et adapter en même temps la classe ouvrière — c'est aussi une connexion dialectique — à une conception de l'exercice du pouvoir, de l'accès au pouvoir, de gestion du capitalisme... Nous constatons donc qu'il y a une ligne de division, qui n'est d'ailleurs pas clairement délimitée, mais assez claire pour ce qui est de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Portugal et même de la Grèce, où les positions socialistes doivent être différentes de celles des pays du Nord, pour des raisons qui tiennent au développement socio-économique de ces pays.

Il faut aussi toujours penser au problème que pose l'intégration politique de l'Europe, et à l'importance que peut avoir, dans le rapport de forces général, le fait que, dans le nord de l'Europe, les gouvernements soient sociaux-démocrates et non conservateurs. Ce qui influe par contrecoup sur le développement du socialisme dans le sud de l'Europe. Ces circonstances de caractère

(suite page 23)

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52325